

Eine Welt Un solo mondo Un seul monde

N° 2
JUIN 2006
LE MAGAZINE DE LA DDC
SUR LE DÉVELOPPEMENT
ET LA COOPÉRATION

www.ddc.admin.ch



Conflits oubliés : quand les projecteurs s'éteignent, l'aide se fait rare

Afghanistan : un pays exsangue recommence à vivre après plusieurs décennies de guerre

Le tourisme peut-il vraiment contribuer à réduire la pauvreté ?

DOSSIER



CONFLITS OUBLIÉS

Quand les projecteurs s'éteignent, l'aide se fait rare

Que faut-il pour qu'un événement soit médiatisé? Qui décide de l'affectation de l'aide? Quelles sont les conséquences pour les victimes?

6

L'arme du viol

Dans l'est du Congo, où sévit depuis des années une guerre ignorée de l'opinion publique mondiale, la violence sexuelle est utilisée comme une arme

12

Les États doivent agir de manière cohérente

Entretien avec Lothar Brock, spécialiste des études sur la paix

14

Huissier, faites entrer la justice!

Au Tadjikistan, un projet suisse veut faciliter l'accès à la justice pour les populations défavorisées et vulnérables

24

FORUM



Grains de sable dans les rouages du tourisme

Expropriations, tourisme sexuel, travail des enfants...

Souvent, le tourisme se met en travers du développement. Cela pourrait toutefois se passer autrement.

26

Les sauveurs du monde

L'écrivain ukrainien Youri Andrukhovitch raconte sa traversée nocturne de Berlin, une ville dont il apprécie la foule multicolore

29

HORIZONS



AFGHANISTAN

Des élus, un début de paix et toujours le pavot

L'Afghanistan vit aujourd'hui une période certes difficile, mais heureuse en comparaison avec le dernier quart de siècle

16

Un célibataire à Kaboul

Jawed Nader parle de sa vie quotidienne dans la capitale afghane

20

DDC

Droits de l'homme et développement

L'opinion de Walter Fust, directeur de la DDC, sur l'intégration des droits de l'homme dans les activités de coopération

21

Dialogue des savoirs dans les Andes

L'exploitation durable des produits issus de la biodiversité contribue à réduire la pauvreté des paysans andins

22

CULTURE



Le cinéma péruvien sort du purgatoire

L'essor de l'image numérique suscite un élan créateur dans des régions qui n'avaient pas jusqu'ici les moyens de produire des films

30

Éditorial	3
Périscope	4
DDC interne	25
Au fait, qu'est-ce que la cohésion?	25
Service	33
Impressum	35

Un seul monde est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale intégrée au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.



Comment est-ce possible?

«Mais elles peuvent aussi traîner en longueur au point qu'on s'y habitue, qu'on ne les remarque même plus.» Une phrase banale, que vous lirez à la page 14 du présent numéro. Elle témoigne pourtant d'une réalité non seulement inconcevable – au sens littéral du terme – mais également en totale contradiction avec les fondements mêmes de la dignité humaine.

Mais de quoi parle-t-on ici? De journées maussades, de formalités administratives? Non, ce «elles» désigne l'un des pires travers de l'humanité depuis que celle-ci peuple la Terre, à savoir la tendance à régler par la force les problèmes de cohabitation entre les créatures sociales que nous nous targuons d'être. Au lieu de dialoguer, de chercher paisiblement des solutions intelligentes, les hommes font parler les armes. Et si elles durent suffisamment longtemps, ces guerres se font peu à peu oublier. Uniquement par les gens qui ne sont pas directement concernés, bien entendu.

Le résultat, en quelques exemples: un million de Birmanais sont toujours déplacés à l'intérieur de leur propre pays; en Colombie, la guerre civile fait chaque année quelque 20 000 victimes; des millions de Tchétchènes sont exposés depuis des années aux pires atrocités, dans un espace de non-droit absolu. Vous trouverez dans notre dossier, aux pages 6 à 15, quelques éclaircissements sur les tenants et

les aboutissants de ce que l'on appelle les «guerres oubliées». On en recense une quarantaine dans le monde.

Ce n'est pas seulement chez nous que les nouvelles technologies de l'information envahissent le quotidien. Leur impact apparaît comme presque plus significatif encore dans certains pays en développement. Vous en découvrirez un exemple aussi surprenant que réjouissant dans notre rubrique culturelle (page 30). L'action des microcinémas péruviens prouve que les populations défavorisées peuvent tirer parti de l'évolution fulgurante des technologies modernes. Mieux encore, des pays en développement se montrent capables d'en faire un usage novateur qui éveille l'intérêt de la communauté internationale.

Harry Sivec
Chef médias et communication DDC

(De l'allemand)

Design Continuum



Internet à la manivelle

(bf) Quand Nicholas Negroponte a présenté en novembre 2005 son projet d'ordinateur à 100 dollars pour brancher les écoliers des pays pauvres sur Internet, cette nouvelle a soulevé un énorme intérêt à travers le monde. Car ce pionnier des technologies numériques, fondateur et directeur du Media Lab au Massachusetts Institute of Technology (MIT), a toujours su prendre des initiatives cohérentes, même si celles-ci ont parfois été accueillies avec scepticisme dans les milieux spécialisés. Son projet « Un ordinateur portable par enfant » prend forme sur le plan technologique. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) lui a promis sa collaboration dans le domaine de la technologie et des moyens d'enseignement. Les premiers appareils seront disponibles début 2007. Comme on peut se l'imaginer, cette machine peu coûteuse et robuste sera bourrée d'innovations technologiques : logiciel libre, nouveau système d'affichage, mémoire flash, réseau local sans fil, etc. L'appareil est en outre équipé d'une manivelle qui permet de recharger la batterie en cas de panne d'électricité. En tournant la manivelle pendant une minute, l'utilisateur peut travailler dix minutes.

Boom des TIC en Tanzanie

(bf) En dépit de la pauvreté, ou

justement à cause d'elle, les nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC) sont très prisées en Tanzanie. À Dar es Salaam, la capitale, les cafés Internet poussent comme des champignons et sont immédiatement envahis par les jeunes lycéens. Ces derniers recherchent sur le web des informations susceptibles de compléter le matériel très limité que leur fournit l'école. Selon les enseignants, cette fréquentation assidue des cybercafés produit déjà des effets concrets : les résultats des élèves aux examens se sont nettement améliorés depuis quelque temps. Parallèlement, le marché de la téléphonie mobile explose en Tanzanie. Plus de 80% des habitants ont accès à un appareil portable, depuis les pêcheurs du lac Tanganyika jusqu'à ceux de Zanzibar, en passant par les producteurs de coton dans le centre du pays. Par exemple, les pêcheurs de « l'île aux épices » s'enquerraient des prix pratiqués

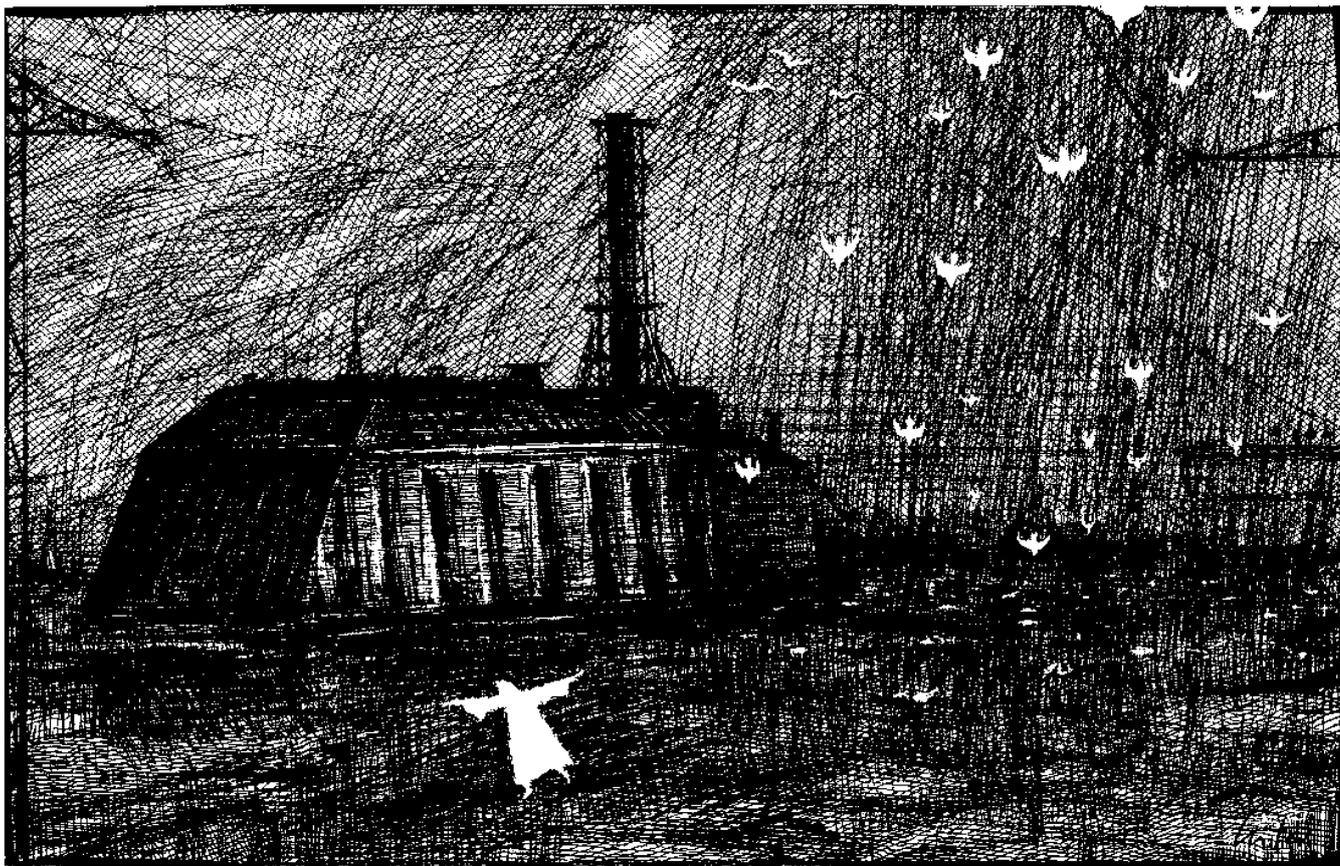
sur les différents marchés alors que leur bateau se trouve encore en mer. S'il y a trop de poisson à Zanzibar, ils font directement voile vers Dar es Salaam pour vendre leur pêche à meilleur prix.

Coopération sino-africaine

(bf) Puissance économique en pleine expansion, la Chine a de grands projets avec l'Afrique. Son ministre des affaires étrangères Li Zhaoxing les a détaillés au début de cette année lors d'une visite au Mali. Pékin se propose de forger « un nouveau type de partenariat stratégique » avec l'Afrique, qui doit profiter aux deux parties sur le plan économique aussi bien que culturel. Li Zhaoxing a expliqué que la Chine entend « assurer des avantages aux uns et aux autres dans la perspective d'un développement mutuel ». La Chine prévoit ainsi d'ouvrir son marché aux produits africains, de supprimer presque complètement ses droits de douane pour les marchandises en provenance de quelques-uns des pays africains les moins développés, et de promouvoir le commerce bilatéral « sur un pied d'égalité ». Pékin encouragera également les entreprises chinoises à établir des usines en Afrique. La coopération sino-africaine se concentrera notamment sur la production agricole, l'élevage et la sécurité alimentaire.



Aurore / Ifaf



Grippages

La hantise de la retraite

(jls) La loi camerounaise fixe la retraite à 60 ans dans le secteur privé et à 55 ou 60 ans dans la fonction publique, selon le grade. Mais les salariés appréhendent ce moment. Le nouveau retraité attend au moins trois ans avant de toucher une pension. Il doit d'abord réunir tous les documents attestant le paiement des cotisations, puis les faire valider auprès des gérants des retraites. Ceux-ci n'hésitent pas à faire durer la procédure pour obliger le requérant à leur verser un pot-de-vin. Quand la rente arrive enfin, son montant est tellement modeste qu'il ne suffit pas à entretenir une famille. Les retraités sont donc toujours en quête de nouveaux emplois. Forts de leur expérience professionnelle, ils trouvent plus facilement du travail que des jeunes. Les sociétés de gardiennage, par exemple, privi-

légient d'anciens policiers ou militaires. Pour retarder l'heure de la retraite, certains salariés falsifient la date de naissance indiquée dans leur dossier. On trouve ainsi dans les bureaux de vieux fonctionnaires fatigués qui ont encore de nombreuses années de service devant eux.

Un hôpital de 55 kilos

(gn) Une équipe britannique de médecins et de techniciens a réussi à faire entrer un hôpital dans deux caisses pesant ensemble à peine 55 kilos. Leur système a été proclamé « invention mondiale de l'année 2005 » lors du British Invention Show, à Londres. Lorsqu'on déballe le contenu des caisses, on y trouve une tente, une table d'opération et tout le matériel nécessaire pour les interventions courantes. Selon ses inventeurs, ce mini-hôpital doit permettre à des chirurgiens d'opérer dans les



Giacomo Pirozzi / Panos / Strates

régions périphériques et mal approvisionnées sur le plan médical. « Nous sommes convaincus qu'il est possible avec ce matériel de pratiquer une chirurgie générale de niveau européen », affirme Alexander Bushell, un des concepteurs. L'électricité nécessaire est fournie par une batterie de voiture qui se charge à l'énergie solaire. L'équipement de base coûte environ 25 000

dollars. Il est conçu pour être utilisé par une équipe de trois médecins. Un premier essai sur le terrain aura lieu dans des zones reculées du Nigeria, où les populations n'ont pas accès à des interventions chirurgicales.

Quand les projecteurs s'éteignent, l'aide se fait rare



DOSSIER

Somalie

Il y a dans le monde une quarantaine de guerres, de crises ou de catastrophes oubliées. Que faut-il pour qu'un événement soit médiatisé? Qui décide de l'affectation de l'aide? Quelles sont les conséquences pour les victimes? Tentative d'inventaire entre coups de projecteur et désintérêt. De Gabriela Neuhaus.



Holland / Hoeghe / AFP

Le Sahara occidental a été secoué jusqu'au début des années 90 par une longue guerre opposant l'armée marocaine aux Sahraouis qui luttent pour leur indépendance avec le soutien de l'Algérie. Qui s'en souvient? Quelque 160 000 réfugiés vivent encore aujourd'hui dans cette région, l'une des plus inhospitalières de la planète, dans des camps de tentes et de cabanes en torchis. Depuis le cessez-le-feu signé en 1991, ils espèrent que l'organisation d'un référendum d'autodétermination leur donnera un jour la possibilité de faire valoir leurs droits civiques. Une mission des Nations Unies assure la tranquillité, mais le problème n'est toujours pas résolu.

Comment la situation évolue-t-elle à Chypre après la réunification avortée de 2004? Quel bilan peut-on faire aujourd'hui en Algérie, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, au Myanmar, aux Philippines? Tous ces pays connaissent des conflits non résolus. Des gens y sont opprimés, persécutés, brutalisés, assassinés. La guerre civile en Colombie continue de coûter 20 000 vies humaines par année; des civils sont enlevés, déplacés, chassés d'une région à l'autre.

En Somalie, la Constitution est sans effet depuis 1991. Les combats entre clans et chefs de guerre font tous les jours des victimes. Les habitants vivent dans la peur et la misère, ils souffrent de la faim. On pourrait ajouter d'autres conflits à cette liste. Sans parler des catastrophes comme celle de Tchernobyl, dont des millions de personnes portent encore les séquelles. Qu'en sait l'opinion publique mondiale? Que fait-on?

Délicate période de transition

Un conflit ou une catastrophe qui tombe dans l'oubli a souvent des conséquences fatales pour les populations concernées. Quand une crise dure longtemps, le financement de l'aide commence à tarir et les organisations humanitaires se retirent progressivement. Une fois que l'attention internationale est retombée et que la pression extérieure a disparu, les situations d'insécurité deviennent encore plus précaires.

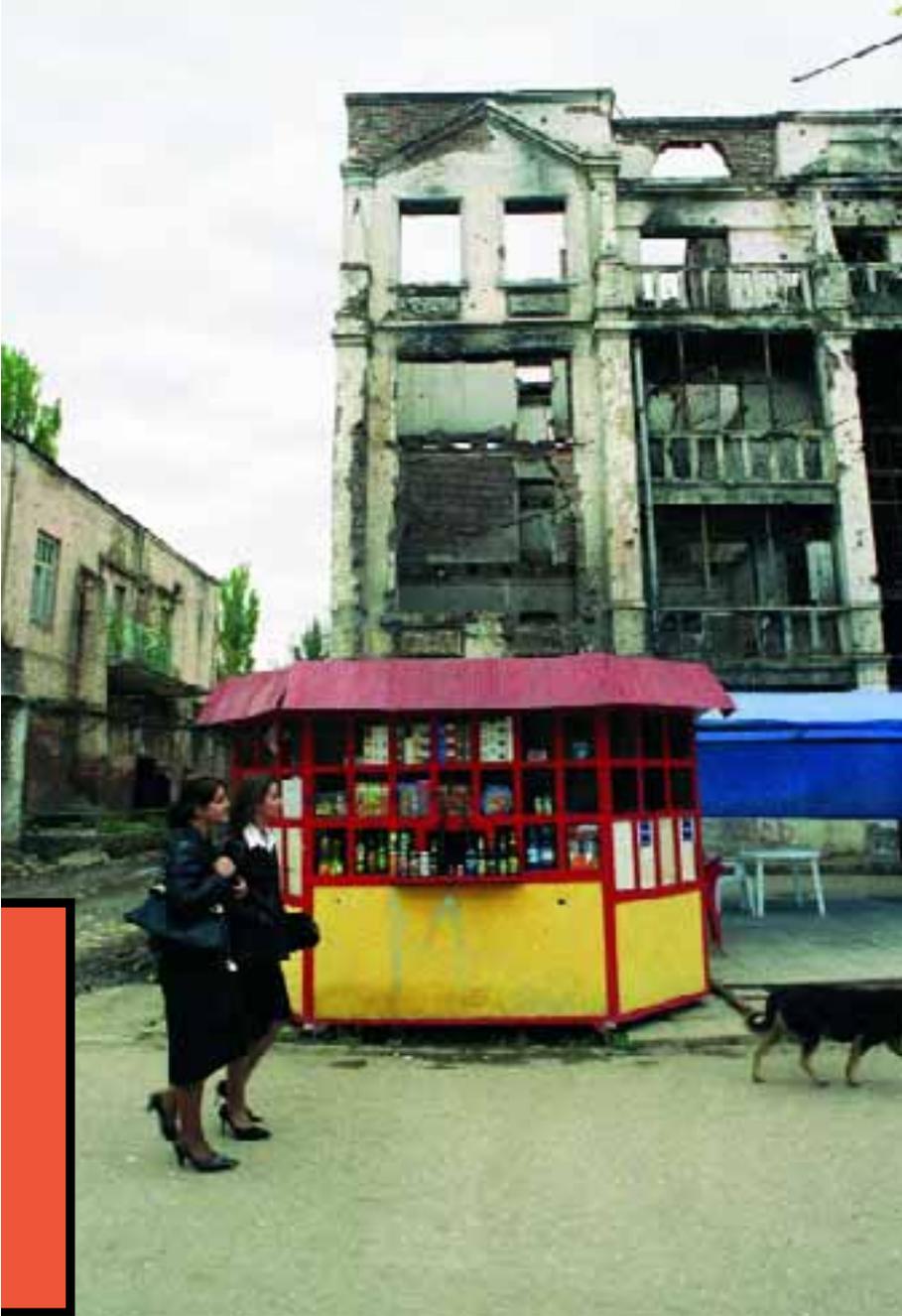
Il n'existe aucune définition des « conflits oubliés ». Cristina Hoyos, cheffe de la section Prévention et transformation des conflits (Copret) à la DDC,

Guatemala

Le Guatemala est l'un des pays les plus pauvres d'Amérique latine. Il a retrouvé la paix en 1996, après une guerre civile de 36 ans qui a fait 200 000 morts et chassé de chez elles plus d'un million de personnes. La plupart des victimes appartenaient à la communauté indigène maya, victime d'un véritable génocide. Le processus de réconciliation est laborieux et extrêmement douloureux. En outre, la population du Guatemala est particulièrement vulnérable aux catastrophes naturelles. Elle a été durement meurtrie par l'ouragan Stan en octobre 2005.

L'environnement

Les ressources en eau se font toujours plus rares : le gaspillage et la pollution mettent en péril le développement et la paix dans le monde. La désertification menace des peuples entiers. Le déboisement sauvage – dans la région amazonienne, par exemple – provoque de l'érosion et des changements climatiques. Si l'industrie, les transports et la gestion de l'environnement poursuivent leur évolution actuelle, il faut s'attendre à ce que la concentration de gaz à effet de serre augmente encore de 36% d'ici 2010.



Lorsque des crises graves tombent dans l'oubli, les conséquences pour la population sont de nos jours plus fatales que jamais. Ce désintérêt peut concerner les conflits armés (photo de gauche) ou les catastrophes, qu'elles soient naturelles comme des inondations (à droite) ou technologiques comme l'explosion de Tchernobyl (page 11).

blique mondiale a porté son regard sur les atrocités commises au Darfour et sur la détresse qui en résulte. Entre-temps, la situation dans le sud du pays est devenue beaucoup plus menaçante qu'il y a deux ans. Cela ne fait pas que compromettre la réalisation d'infrastructures absolument nécessaires et le retour des réfugiés. Certains observateurs font état d'un risque imminent de guerre.

L'insécurité perdure également en République démocratique du Congo (RDC), malgré le gouvernement de transition et les élections prévues pour fin juin. Dans toute la région des Grands Lacs, sept pays sont concernés par une série de conflits aigus ou latents dont l'origine remonte à l'ère coloniale. Les tensions ethniques s'y mêlent aujourd'hui à des intérêts économiques et à une économie de guerre qui se moque de l'État de droit. Or, on ne parle que sporadiquement de ce qui se passe dans ces contrées.

Le rôle essentiel des médias

Une guerre ou une catastrophe doit être médiatisée pour obtenir l'attention de la communauté internationale. «Les médias jouent un rôle essentiel, ils rendent les conflits plus visibles et peuvent forger les opinions», souligne Cristina Hoyos. La plupart des acteurs en sont aujourd'hui conscients. Ils s'efforcent donc d'infléchir les comptes rendus de la presse dans le sens de leurs intérêts.

C'est le cas notamment lorsque des «journalistes embarqués» accompagnent les soldats américains en Irak. Mais aussi quand Jan Egeland, coordinateur de l'aide onusienne, lance un appel de fonds ou quand la DDC invite des journalistes dans une zone en crise. Roger Blum, directeur de l'Institut des sciences de la communication et des médias, à l'Université de Berne, relativise cependant l'effet de telles mesures: «Les médias jouent un rôle majeur s'ils parlent quasi à l'unisson du même conflit; mais cela ne se produit qu'au moment où les médias anglo-saxons comme AP, Reuters ou CNN découvrent une crise.»

En outre, les médias ne traitent un sujet que si certaines conditions sont réunies. Plus l'événement est éloigné géographiquement, plus le conflit doit être grave et meurtrier pour mériter les grands titres de la presse. Par ailleurs, les médias occidentaux manifestent davantage de curiosité lorsque des intérêts américains ou européens sont en jeu.

Tchéthénie

Myanmar

Le Myanmar est gouverné par une dictature militaire. Il compte bien plus de mille prisonniers politiques, dont l'opposante Aung San Suu Kyi, prix Nobel de la paix en 1991. À la suite de conflits ethniques et de la répression gouvernementale, un million de Birmans ont été déplacés à l'intérieur du pays et 180 000 se sont réfugiés dans des camps en Thaïlande (voir *Un seul monde* 4/2005). On estime que les différentes parties au conflit ont enrôlé au total 60 000 enfants-soldats. Avec environ 300 000 tonnes d'héroïne par année, le Myanmar est le deuxième producteur de drogue du monde.

énumère quatre symptômes caractéristiques: ce sont généralement des conflits complexes; ils se déroulent dans des régions où les pouvoirs publics sont faibles et l'aide au développement minimale ou inexistante; de plus, ces pays ne présentent souvent que peu d'intérêt sur le plan géopolitique. Le risque d'oubli devient patent quand un pays se trouve dans une situation de transition entre guerre et paix.

Cristina Hoyos nourrit des craintes à ce sujet pour l'Afghanistan par exemple, où la communauté internationale est encore présente et où l'afflux de capitaux est relativement important. «La mise en place de structures étatiques opérationnelles peut prendre 20 ans», estime-t-elle. «Mais les médias ne sont déjà plus aussi présents qu'ils l'ont été. Il est probable que beaucoup de donateurs vont se retirer dans les années à venir, ce qui peut conduire à un vide dangereux et faire retomber le pays dans un conflit aigu.»

C'est ce qui se passe actuellement dans le sud du Soudan. Après l'accord de paix de 2003, les médias se sont détournés de cette région. L'opinion pu-

Photo / aif

Jörg Böhmig / agenda

Hjalle Tin / Still Pictures



Inde



Somalie



Congo

Le tsunami de fin 2004 en Asie est un exemple frappant de la façon dont l'événement, la presse et l'opinion publique interagissent. Cette catastrophe constituait une sorte d'évidence médiatique: la mort et la désolation se sont abattues sur une région touristique bien connue; et de nombreux ressortissants des pays riches figuraient parmi les victimes. Cela explique l'ampleur de la couverture médiatique et la sympathie qui s'est exprimée au niveau planétaire. Le tsunami possédait dans des proportions exceptionnelles tous les ingrédients des sujets que recherche la presse de boulevard. Les réactions ont été en conséquence. Le volume des dons a atteint des sommets inégalés. On a lancé un nombre disproportionné de programmes et de projets d'aide humanitaire. Des compétences, des

énergies et de l'argent qui auraient peut-être été tout aussi utiles ailleurs.

La responsabilité des journalistes

Ces constatations montrent clairement le revers de la symbiose entre médias et engagement de la communauté internationale. Alors que des catastrophes «médiagéniques» génèrent facilement des dons et des secours, les populations victimes de crises et de conflits dépourvus de potentiel médiatique sont abandonnées à leur sort. Ce problème est récurrent à travers l'aide humanitaire et la coopération au développement: les situations d'urgence et les catastrophes éveillent des émotions charitables, mais il est beaucoup plus difficile d'amener les donateurs à soutenir des activités peu

Tchéchénie

Dès le moment où la Tchétchénie a proclamé son indépendance en 1991, les tensions avec Moscou se sont accentuées. Elles ont débouché en 1994 sur la première guerre de Tchétchénie. Depuis lors, les combats et le chaos ont sévi pratiquement sans interruption dans cette république caucasienne. Grozny, la capitale, a été presque entièrement détruite. Aucune solution n'est en vue. La guerre d'usure entre troupes russes et rebelles tchéchènes a créé un espace de non-droit. Plus personne n'est en sécurité, les atrocités sont quotidiennes, une «vie normale» est devenue impossible.



Team Vostan / Panos / Strates



Tait Hornbak / Still Pictures



Redux Pictures / Iaf



OnAsia / Iaf

Colombie et Somalie (photos du haut), Guatemala et Myanmar (photos du bas)

Colombie

La Colombie est plongée depuis plus de 40 ans dans une guerre civile larvée. Au cours des années 90, celle-ci s'est intensifiée en relation avec le trafic de drogue et a fait plus de 200 000 victimes. Le processus de paix, engagé en 2002 par le gouvernement, les forces paramilitaires et les rebelles, progresse lentement. Jour après jour, des gens se font assassiner ou enlever, bien que la situation se soit quelque peu améliorée par rapport aux années précédentes. Rien que durant l'année 2005, environ 3 000 personnes ont disparu. La sécurité est une notion inconnue pour beaucoup d'habitants. On estime à 300 000 le nombre de Colombiens réfugiés à l'étranger (voir *Un seul monde* 1/2006).

spectaculaires de prévention, de construction et de développement.

«Les médias ont une grande responsabilité. Mais bien souvent, ils ne l'assument pas. Les journalistes peuvent eux aussi se mettre au service de la paix et du développement», estime Cristina Hoyos. Elle regrette surtout que la presse aborde les problèmes seulement au moment où ceux-ci sont susceptibles de faire les grands titres. C'est effectivement le cas très souvent, surtout pour les médias tels que la télévision, la presse de boulevard et les magazines grand public. Parallèlement, relève Roger Blum, on a vu augmenter au cours des 30 dernières années les analyses et les reportages de fond diffusés par les médias de haut niveau, les revues de qualité et les radios publiques.

Roger Blum souligne le rôle important que jouent les revues et autres publications diffusées par les agences d'aide et de développement ainsi que par les organisations non gouvernementales. Ces organes d'information ne touchent certes qu'un public relativement restreint et déjà sensibilisé, mais ils peuvent déclencher un effet boule de neige.

Mobilisation humanitaire

Les acteurs accomplissent eux-mêmes une part appréciable du travail de sensibilisation. Des organisations humanitaires comme Médecins sans frontières, des agences onusiennes telles que le Bureau de coordination des affaires humanitaires (OCHA), mais aussi l'aide humanitaire de la DDC assument

également de plus en plus souvent des activités de «plaidoyer». Elles s'efforcent de combattre l'oubli, de lancer certains thèmes dans le débat public et les médias. Les intervenants humanitaires sont souvent les seuls étrangers présents dans les régions en proie à des crises latentes. Ils peuvent déceler à temps les développements de la situation et en témoigner à l'extérieur. Les appels de Jan Egeland sont à situer dans un tel contexte. Ils ne rencontrent toutefois un écho que si une catastrophe ou un conflit sont déjà en cours. Les fonds de secours affluent en règle générale à partir du moment où des images et des histoires d'enfants affamés et de civils tués envahissent les médias.

«Les conflits qui me font le plus peur sont ceux que je suis obligé d'ignorer parce que l'on ne met aucun moyen à notre disposition pour les combattre», dit Roland Anhorn, collaborateur de l'aide humanitaire de la DDC. En ce moment, la sécheresse persistante qui sévit en Afrique le préoccupe tout particulièrement. Elle a déjà fait des victimes fin 2005 et début 2006. Des secours de grande ampleur seraient nécessaires pour éviter une situation encore plus grave. Compte tenu de l'évolution prévisible et de la situation politique instable, il apparaît que l'on s'achemine vers une gigantesque catastrophe humanitaire en Afrique centrale. Les connaisseurs de la région sont toutefois unanimes à penser que ni la Suisse ni le reste du monde ne seraient disposés aujourd'hui à débloquer les moyens nécessaires.



Pueschner / leif



Julio Elchar / Still Pictures



Holland / Hoogbe / leif



Andrew Testa / Still Pictures

Tchéchénie et Sahara occidental (photos du haut), Congo et Tchernobyl (photos du bas)

Savoir et agir

Mais savoir ne suffit pas. Il faut aussi agir pour que l'on puisse espérer des améliorations. La DDC a d'ailleurs pu constater ces dernières années qu'un travail de lobbying tant en Suisse qu'à l'échelle internationale – notamment auprès de l'ONU – peut tout à fait porter ses fruits. Si les viols massifs perpétrés en RDC sont devenus un thème international, c'est grâce au travail opiniâtre d'information et de plaidoyer qui a été effectué à tous les niveaux (voir article p. 12).

La DDC peut mener une action importante lorsqu'elle a un bureau sur place et qu'elle est en contact avec des personnes de confiance. En Tchéchénie par exemple, le travail de la Suisse est d'autant plus nécessaire qu'il ne reste pratiquement aucune autre organisation étrangère pour observer la situation sur place et la relater. La vocation première de l'aide humanitaire consiste toutefois à porter secours aux victimes dans l'urgence. Pour améliorer durablement la situation, il faut coordonner efficacement l'aide humanitaire, la coopération au développement et les interventions politiques.

Thèmes oubliés

Chaque année, environ 14000 km² de forêt vierge disparaissent au Brésil; le déboisement et la pollution industrielle menacent la biodiversité dans toute la région andine. L'érosion et la dégradation de l'environnement sont des dangers dont presque plus personne ne parle aujourd'hui. «Ces thèmes

étaient en vogue dans les années 90, après le Sommet de la Terre, à Rio. Mais depuis le 11 septembre 2001, le débat sur la sécurité accapare le monde entier. D'autres sujets importants sont tombés dans l'oubli», constate Cristina Hoyos.

Il en va de même pour les migrations. «Surtout dans les pays où des affrontements armés poussent des millions de personnes à fuir, ce thème n'est absolument pas traité comme il le faudrait», observe M^{me} Hoyos. La DDC tente de relancer d'autres «thèmes oubliés», comme la problématique des armes légères, responsables de 90 pour cent des homicides dans le monde, la jeunesse, le chômage des jeunes ou encore les enfants-soldats.

On parle aujourd'hui d'une quarantaine de conflits et de thèmes oubliés sur la planète. Il est impossible qu'un jour tous aient droit aux projecteurs médiatiques et retiennent l'attention de l'opinion publique. Seuls un travail infatigable de sensibilisation et une politique des petits pas – à l'image de ce que font déjà en partie beaucoup d'organisations humanitaires et d'agences onusiennes – permettent d'espérer que les victimes et les populations menacées ne disparaîtront pas totalement de l'actualité internationale. ■

(De l'allemand)

Les réfugiés

Le monde comptait environ 12 millions de réfugiés et demandeurs d'asile au début de l'année 2004, indique une statistique du Comité américain pour les réfugiés. Sur dix personnes contraintes de s'exiler, sept s'établissent dans des pays en développement. Ces derniers accueillent non seulement le plus grand nombre de réfugiés, ils prennent en charge également la majeure partie des personnes déplacées. Selon Médecins sans frontières, 80% des réfugiés sont des femmes et des enfants. Ils sont particulièrement exposés à toutes les formes de violence, sexuelle notamment.

L'arme du viol



La guerre qui sévit depuis des années dans l'est du Congo n'a guère d'échos dans l'opinion internationale. La violence sexuelle y est utilisée comme une arme dirigée contre les femmes et les filles. Maintenant que des organisations d'entraide dénoncent ces atrocités, les victimes peuvent se remettre à espérer.

(gn) L'engagement de la DDC en faveur des victimes de violences sexuelles dans l'est du Congo est parti d'un appel au secours: en octobre 2002, un groupe de femmes se sont adressées à son bureau de coopération à Bujumbura, capitale du Burundi; elles cherchaient de l'aide pour mettre à l'abri des victimes de violences qui se trouvaient dans la ville voisine d'Uvira, en République démocratique du Congo (RDC).

En l'espace de dix jours, Uvira avait été envahie par cinq groupes différents de milices. Et celles-ci ont toutes recouru à l'arme du viol. Rien que durant ces dix jours, les soldats ont exercé des sévices sexuels sur plus de mille femmes et filles à Uvira.

Jean Mutamba, chef du bureau de la DDC à Bujumbura, a immédiatement pris des mesures et une aide d'urgence a pu être apportée à quelque 500 victimes. Cela donna le coup d'envoi d'une vaste campagne de sensibilisation. On connaissait l'existence des violences sexuelles, qui sont perpétrées également dans d'autres conflits. Mais jamais encore ce phénomène n'avait pris une telle ampleur dans la région des Grands Lacs.

Très vite, il s'est avéré que les événements d'Uvira n'étaient pas un cas isolé. Lorsque les atrocités de cette ville frontalière ont été rendues publiques, des femmes d'autres régions du pays ont raconté des expériences similaires. Depuis 2002, les orga-

nisations partenaires de la DDC se sont occupées de plus de 17 000 femmes qui avaient été victimes de violences sexuelles dans la partie orientale de la RDC.

Rejetées par leurs proches

À la DDC, on a réalisé rapidement qu'une aide à grande échelle était indispensable. «Des comptes rendus effrayants nous parvenaient d'Uvira. Nous ne pouvions pas les ignorer», résume Roland Anhorn, responsable de l'aide humanitaire pour la région des Grands Lacs. Un crédit de 800 000 francs a permis de mettre en place ces deux dernières années le programme «Femmes et enfants victimes de violences sexuelles», qui porte sur le Congo oriental et le Burundi. Par ailleurs, on a renforcé le personnel du bureau de coopération à Bujumbura. Des projets ont été lancés dans cinq régions, en étroite collaboration avec des organisations partenaires locales. À côté des secours médicaux, l'accompagnement psychosocial des victimes revêt une importance capitale dans un tel contexte. Des milliers de femmes ont été traumatisées par ces viols destructeurs, de même que leurs familles. Nombre d'entre elles ont contracté le virus du sida.

Les victimes sont souvent rejetées par leurs proches. Elles se sentent malades, brisées, et ne parviennent plus à assumer leurs tâches essentielles dans la famille et la société. «Beaucoup de nos interlocutrices se plaignent que le monde les a oubliées», rapporte Ann-Kathrin Bohnert, qui a travaillé une année et demie comme assistante dans le programme contre la violence sexuelle. «Dans l'est de la RDC, il n'existe ni infrastructures ni système juridique pour protéger les gens. Et pendant longtemps, les victimes ne pouvaient parler des viols avec personne.» Les choses ont commencé à changer avec l'ouverture de «maisons d'écoute», petits centres disséminés dans toute la région. Les victimes y trouvent un soutien et peuvent raconter leur souffrance. «Ce projet a donné aux femmes la possibilité de rompre le silence. Elles pouvaient enfin parler de ce qui leur était arrivé, on entendait leur voix. Et elles ont retrouvé l'espoir d'être aidées», résume M^{me} Bohnert. L'aide est fournie par de nombreuses organisations locales et internationales, dont la DDC. Celle-ci soutient également des projets qui vont plus loin en donnant aux femmes les moyens d'un nouveau départ économique. Elle travaille surtout dans le domaine de la sensibilisation et du plaidoyer en faveur des victimes.

La publicité aide

Soutenues par le programme de la DDC, environ 200 victimes de viols ont eu le courage de porter plainte contre leurs agresseurs. C'est là une entre-



prise extrêmement difficile et pénible pour celles qui s'y lancent. Et les chances de succès sont minces. Le réseau «Synergie des femmes pour les victimes des violences sexuelles», à Goma, a déposé auprès du Parlement congolais de transition un projet de loi qui devrait assurer à l'avenir une meilleure protection contre les violences d'ordre sexuel.

Justine Masika, coordinatrice du réseau, a prononcé un exposé sur ce thème devant les procureurs généraux de la RDC. À Bunia, un groupe de femmes travaillent à la sensibilisation des milices armées. «Je suis toujours impressionnée de voir avec quel engagement et quel courage les Congolaises se battent, sans hésiter à appeler un chat un chat. Elles prennent de gros risques», observe Ann-Kathrin Bohnert. Toutes ces actions ont pu être engagées seulement après que les violences sexuelles en RDC ont été portées à la connaissance de l'opinion internationale.

Des médias comme CNN ont également joué un rôle important: les femmes qui se risquent à réagir sont protégées par la publicité donnée à leur action, et la pression internationale les aide à acquiescer un nouveau statut. Ainsi, on peut espérer aujourd'hui que des mesures seront prises au niveau local non seulement pour traiter les traumatismes subis, mais aussi pour assurer une prévention à long terme. ■

(De l'allemand)

Des victimes racontent

«Cette nuit-là, vers deux heures du matin, il y a eu une attaque contre notre village. Cinq hommes armés sont entrés de force dans notre maison. J'étais avec mon mari et mes enfants, mais ils m'ont emmenée dans la brousse et m'ont forcée à me coucher par terre et à écarter les jambes. Ils m'ont violée les cinq, jusqu'à ce que leur désir soit assouvi. Puis ils m'ont ramenée au village. Ma maison avait été brûlée et mes enfants s'étaient enfuis.»

Congolaise de 32 ans, violée en mars 2003

«Depuis que j'ai été violée en août 2002, je vis dans la peur. Mon mari m'a quittée, me laissant seule avec nos huit enfants; deux sont morts de faim entre-temps. J'ai moi-même perdu beaucoup de poids. Je n'arrive plus à dormir et n'ai pas la force de m'occuper des enfants. Mon mari a dit qu'il pourrait me reprendre si je retrouve la santé. Mais peut-être qu'il a maintenant une autre femme.»

Congolaise, novembre 2003

Les États doivent agir de

Qu'un événement fasse la une des journaux ou que la communauté internationale ferme les yeux, toute attitude porte à conséquence. Il faut donc bien peser les mesures envisagées en matière de prévention et de transformation des conflits. C'est ce que demande Lothar Brock, spécialiste des études sur la paix. Entretien avec Gabriela Neuhaus.



Lothar Brock, 67 ans, a étudié les sciences politiques, l'histoire contemporaine et le droit public à l'Université de la Sarre et à l'Université libre de Berlin. De 1979 à 2004, il a été professeur de sciences politiques, spécialisé dans les relations internationales, à l'Université Johann Wolfgang Goethe, à Francfort. Depuis 1981, Lothar Brock est chef de projet à la Fondation pour la recherche en matière de paix et de conflits, en Hesse. Depuis 1992, il préside la Chambre des Églises évangéliques d'Allemagne pour le développement durable. Ses recherches sont principalement axées sur les théories de la paix, les disparités du développement (conflits Nord-Sud) et les « nouvelles guerres ». Il est aussi membre du groupe international d'experts chargé d'évaluer le Pôle de recherche national Nord-Sud du Fonds national suisse.



P. Fischer / saif

Somalie

Un seul monde: quand et pourquoi des conflits tombent-ils dans l'oubli?

Lothar Brock: À l'époque de l'affrontement Est-Ouest, beaucoup de conflits violents survenant dans ce qu'on appelait alors le Tiers Monde étaient des guerres par procuration. On les suivait par conséquent avec beaucoup d'attention. Lorsque la guerre froide a pris fin, l'intérêt est retombé. Une évolution qui a été renforcée par l'apparition de nouveaux conflits, menés souvent avec une incroyable brutalité. Ceux-ci étaient en totale contradiction avec les attentes suscitées par la fin pacifique de l'hostilité entre les deux blocs. Les guerres tombent donc dans l'oubli lorsque l'évolution du contexte géopolitique mondial leur fait perdre leur importance ou lorsque d'autres guerres viennent occuper le devant de la scène. Mais elles peuvent aussi traîner en longueur au point qu'on s'y habitue, qu'on ne les remarque même plus. La guerre civile en Angola en était un exemple.

Qui est-ce qui oublie les guerres et les conflits? Qui sont ceux qui agissent ou n'agissent pas?

Il faut citer en premier lieu la « communauté internationale », si souvent évoquée, qui est incarnée par les Nations Unies. Mais ce que fait l'ONU dépend en fin de compte des États membres, lesquels se considèrent d'une part comme des représentants de la « communauté internationale » mais défendent d'autre part leurs propres intérêts. Ce ne sont pas seulement les gouvernements qui déterminent ce qu'est l'intérêt national, mais aussi l'opinion publique nationale et mondiale. Souvenez-vous de la guerre civile en Somalie. Dans ce pays, il a fallu la pression d'une médiatisation intense pour que l'engagement international se renforce, prenant d'abord la forme d'une intervention militaire. Lorsque cet engagement a échoué, une nouvelle et vigoureuse mobilisation a réclamé le retrait des troupes. Puis l'opinion publique des pays interve-

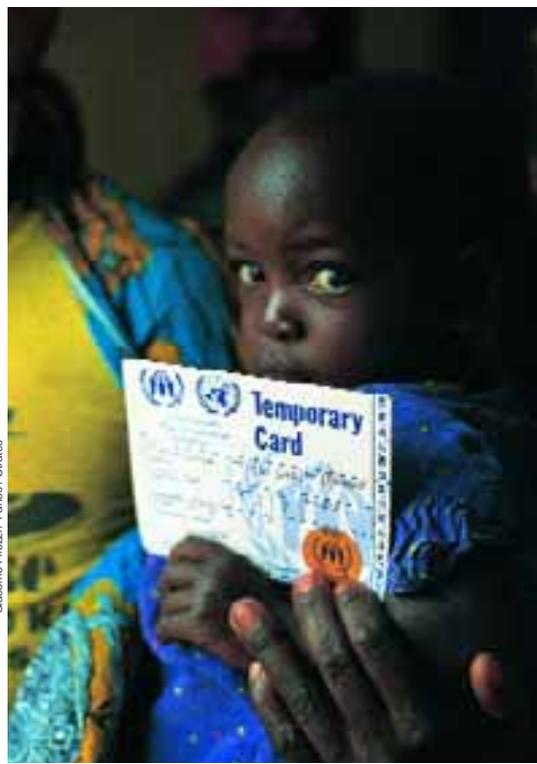
manière cohérente

nants n'a plus rien voulu savoir du conflit somalien. Elle a « oublié » cette guerre. Pire encore, elle l'a refoulée. Les conséquences ont été dramatiques : lorsque deux ans plus tard le conflit s'est exacerbé au Rwanda, on a fermé les yeux dans l'espoir que le danger irait en s'estompant ; ce qu'il n'a manifestement pas fait, comme on le sait. Et quelque 800 000 personnes ont perdu la vie.

À quoi et à qui est-ce utile qu'un conflit soit sorti de l'oubli pour être placé sous les projecteurs de l'opinion mondiale ?

Il n'est pas très simple de répondre à cette question. Reprenons l'exemple de l'antagonisme Est-Ouest : l'attention portée aux « guerres par procuration » qui se déroulaient à l'époque dans le Sud avait pour effet d'attiser ces conflits. Quand la fin du monde bipolaire a fait retomber cet intérêt, les belligérants ont vu rapidement fondre les ressources dont ils avaient besoin pour leurs opérations militaires. Par conséquent, le fléchissement de l'attention internationale a entraîné la cessation des combats dans toute une série de cas. Mais les problèmes sous-jacents n'étaient pas résolus pour autant. De nombreuses guerres ont éclaté à nouveau. L'absence de soutien extérieur a conduit les belligérants à réduire leurs dépenses, par exemple en recrutant des enfants-soldats. Cela montre que tout engagement externe à l'égard de conflits peut avoir des effets problématiques, au même titre que « l'oubli ». On en a tiré deux leçons : d'une part, les répercussions involontaires de son propre comportement doivent être prises en compte dans l'élaboration d'une stratégie ; d'autre part, il est nécessaire de faire davantage pour consolider la paix.

Burundi



Giacomo Prozzi / Panos / Strates



Elizabeth Darziel / Keystone

Népal

Comment empêcher que l'on « oublie » un conflit ? Quel est à cet égard le rôle des médias, des Nations Unies, des agences de développement gouvernementales, des organisations non gouvernementales (ONG) ?

L'Assemblée générale des Nations Unies a reconnu en septembre 2005 que les États ont la responsabilité de protéger les individus contre la violence illégitime. Chacun d'entre eux a le devoir de protéger sa propre population. Mais cette responsabilité incombe également à la « communauté internationale », dans la mesure où certains États ne sont pas à même d'assumer leur obligation de protection ou la transgressent volontairement. On a ainsi créé, sur le papier tout au moins, les fondements des efforts internationaux qui viseront à civiliser les conflits à l'échelle planétaire. Un premier pas a été fait vers la réalisation de cette tâche avec la création par l'ONU de la Commission pour la consolidation de la paix. Mais ce qui reste essentiel, c'est l'engagement des États et leur capacité à agir de manière cohérente. Ils doivent surtout assurer une bonne coordination entre la politique étrangère, la politique de développement et la politique de sécurité. Le comportement adopté par un gouvernement dépend, comme nous l'avons dit, de l'intérêt exprimé par l'opinion publique. C'est pourquoi il est important que les ONG apportent des informations concrètes et que les médias soient disposés à rendre compte également des conflits « marginaux ». Malheureusement, le climat actuel n'est pas très favorable à la pratique d'une politique différenciée et portant sur plusieurs niveaux. ■

(De l'allemand)



H O R I Z O N S



Des élus, un début de paix et toujours le pavot

Les rivalités ethniques, les combattants du *djihad* et les manœuvres géopolitiques d'États « amis » ont fait de l'Afghanistan un champ de bataille au cours des dernières décennies. Mais ce pays exsangue se remet lentement de ses blessures. En dépit de dépendances dangereuses, il vit actuellement une période certes difficile, mais comparativement heureuse. De Ahmad Taheri*.

En ouvrant la session inaugurale du nouveau Parlement afghan, en décembre 2005, l'ancien roi Mohammed Zahir Shah était visiblement ému. Cela faisait environ 35 ans qu'il n'était plus monté à cette tribune pour adresser un discours à son peuple. À cette époque, le monarque avait organisé les premières élections libres de l'histoire afghane. Plus tard, il avait été renversé par son cousin Mohammed Daoud. En 1973, Zahir Shah s'était exilé à Rome. Personne ne pensait alors sérieusement qu'il reviendrait un jour dans son pays ni comme roi, ni même comme « Père de la Nation », son titre honorifique depuis maintenant trois ans.

Turbans, voiles et cravates au Parlement

L'inauguration du Parlement était le dernier acte du processus de démocratisation défini en 2001 lors de la conférence de Bonn-Petersberg. La Shura-ye Melli – nom de l'Assemblée nationale en dari – est constituée de deux chambres : la Chambre des députés, ou Wolesi Jirga, et le Sénat, ou Meshrano Jirga.

Les élections parlementaires de septembre 2005 ne comportaient pas de listes. C'était une élection de personnes et non de partis politiques. C'est pourquoi il est difficile, aujourd'hui encore, de savoir quels camps politiques ou idéologiques sont représentés au Parlement, d'autant plus que les Afghans ont la réputation de changer d'opinion selon les circonstances.

Mais lors de la séance inaugurale, la seule apparence extérieure des députés traduisait d'emblée la diversité ethnique et culturelle de ce pays montagneux. Des messieurs rasés de près et portant des cravates multicolores côtoyaient des Pachtounes barbus, enturbannés avec élégance. Les anciens moudjahidine étaient reconnaissables à leur *pakol*, cette coiffe que portait Ahmad Shah Massoud, le légendaire commandant des Tadjiks. Ils étaient assis à côté de députés ouzbeks, vêtus de leur blouse rayée. L'assemblée comprenait également 70 femmes. Beaucoup portaient le voile, d'autres un léger foulard qui leur servait plus d'accessoire que de couvre-chef.



Combats meurtriers entre clans

Dans ce bâtiment du parlement, construit au temps de Zahir Shah, les représentants des ethnies traditionnellement rivales siégeaient ensemble : Pachtounes, Tadjiks, Hazaras, Ouzbeks, Baloutches, Turkmènes, Nouristanis, Pachaïs, Pamiris et Kirghizes. Une telle entente aurait été inimaginable quelques années auparavant. Durant près d'un quart de siècle, on ne s'était parlé en Afghanistan que par kalachnikovs interposées.

D'abord, les communistes ont conquis le pouvoir avec l'aide de Moscou. Puis ils ont tenté de transformer par la force la société afghane, fondée sur le tribalisme, pour en faire un État centralisé. Lorsque les régions ont réussi à se soulever contre le nouveau pouvoir en 1979, l'Armée rouge a envahi l'Afghanistan entre Noël et Nouvel-An.

Le Kremlin a commis là sa plus grande erreur. Les religieux ont appelé au *djihad*, guerre sainte contre les incroyants, et les Afghans ont pris les armes. Le Pakistan et plusieurs pays arabes ont « aidé » leurs frères afghans. Même la lointaine Amérique a apporté son soutien. Les combattants du *djihad* ont



L'objet de tous les jours

Le *patou*

Pièce de laine ou de coton, le *patou* mesure environ deux mètres de long et un mètre de large. Sa teinte habituelle est marron clair. Les hommes le plient dans le sens de la longueur et le portent sur l'épaule droite, comme un accessoire vestimentaire. Les femmes s'en font une coiffe, ce qui ne les met guère en valeur. Dans les deux principales langues du pays, le dari et le pachtou, cet objet se nomme *patou*, ce qui correspond à peu près à « châle » en français. Déplié, le *patou* protège contre les morsures du froid et les brûlures du soleil, contre le vent et la poussière. Il sert de nappe ou de tapis de prière. On peut y cacher sa kalachnikov ou l'opium passé en fraude. Les réfugiés y enveloppent leurs affaires, les voyageurs leurs provisions de route. Ce plaid sert aussi de serviette pour la toilette ou les ablutions rituelles. Ses usages ne sont pas toujours honorables. Ainsi, il fait parfois office d'arme silencieuse : bien des assassinats par strangulation sont perpétrés au moyen d'un *patou*. Épris de propreté, les Afghans lavent leur *patou* fréquemment.

fini par obtenir des missiles sol-air Stinger, l'arme miracle avec laquelle même un Afghan borgne pouvait abattre des Mig soviétiques. L'URSS s'est retirée en 1990. Quant à son protégé, Mohammed Najibullah, il a jeté l'éponge deux ans plus tard. C'est alors seulement qu'a commencé la véritable tragédie afghane. Après avoir lutté ensemble contre l'occupant soviétique, sept groupes de combattants se sont disputé le butin. Kaboul s'est transformée en champ de bataille : les Pachtoues, les Tadjiks, les Ouzbeks et les Hazaras – chiites d'origine mongole – s'entretuaient dans la capitale. Des millions de personnes ont fui la guerre, se réfugiant pour la plupart au Pakistan ou en Iran. Pour finir, Kaboul n'était plus que décombres.

La nuit des talibans

Puis une nouvelle plaie s'est abattue sur ce pays martyrisé : les talibans. Les « étudiants en religion » sont venus du Pakistan, avec des drapeaux blancs et des armes fournies par les services secrets pakistanais. Ils avaient été endoctrinés par une association fondamentaliste dans les écoles coraniques situées de part et d'autre de la frontière avec le Pakistan. Les talibans se sont emparés, l'une après l'autre, de toutes les villes du pays. Kaboul est tombée en 1996. Leur règne a été un mélange d'islamisme primitif et de *pachtounwali*, code d'honneur des Pachtoues. Seuls dix pour cent du territoire leur résistaient encore, dans la partie septentrionale du pays. Cette région était aux mains du principal mouvement d'opposition, l'Alliance du Nord, dirigé par le commandant Massoud. Après les attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis, une coalition militaire emmenée par les Américains a renversé le régime taliban avec l'aide de l'Alliance du Nord. En décembre de la même année, l'aristocrate pachtoune Hamid Karzaï a été nommé président du gouvernement intérimaire afghan. Une Loya Jirga extraordinaire – assemblée traditionnelle des dignitaires tribaux – a entériné ce choix en juin 2002. Hamid Karzaï, membre de la tribu des Popalzai, est parvenu progressivement à enlever leur pouvoir aux chefs de guerre qui s'étaient arbitrairement octroyé le contrôle des provinces. Des élections libres ont eu lieu le 9

octobre 2004. Elles ont fait de Hamid Karzaï, âgé aujourd'hui de 49 ans, le premier président démocratiquement élu de l'Afghanistan.

Mais la paix n'est pas encore revenue au pied de l'Hindu Kush : les talibans et les membres d'Al-Qaïda continuent de sévir dans le sud et l'est du pays. L'Afghanistan est pourtant en train de vivre une période heureuse par rapport aux dernières décennies. Les grandes villes – Kaboul, Herat, Mazar-i-Sharif, et même Kandahar, qui fut la capitale religieuse des talibans – renaissent de leurs cendres.

Partout on construit, de nouvelles routes sont tracées. La kalachnikov, qui était autrefois la parure des hommes afghans, a disparu du paysage. L'armée ou la police nationale sont seules à porter des armes.

La monoculture du pavot

Cependant, on ne produit pas grand-chose dans le pays. Le principal pilier de l'économie afghane reste l'opium. En mai, quand le pavot déploie ses fleurs rouges, les cultures semblent s'embraser. Les paysans vont aux champs avant le lever du soleil pour inciser, à l'aide d'un petit couteau, les capsules vertes du pavot. Puis ils raclent la sève qui s'écoule des stries et la collectent dans une écuelle. Ils la sèchent, la nettoient et donnent à la pâte ainsi obtenue la forme de petites briques. Peu après, ces barrettes noires sont déposées devant les maisons villageoises, attendant les clients.

Les plantations afghanes ont fourni l'an dernier environ 70 pour cent de la production mondiale d'opium. Hamid Karzaï ne se lasse pas d'exhorter les paysans de son pays à abandonner la culture du pavot. Mais ni le gouvernement afghan ni l'ONU n'ont pu jusqu'ici proposer à la population locale des cultures alternatives qui lui assureraient une source de revenus à peu près équivalente. ■

** Ahmad Taheri, journaliste germano-iranien, travaille pour le Tages-Anzeiger à Zurich et la Frankfurter Allgemeine Sonntagszeitung. Il est spécialisé sur les pays islamiques d'Orient.*

(De l'allemand)

L'Afghanistan et la Suisse

Vers une coopération durable

(bf) La Suisse est active en Afghanistan depuis plus de 20 ans. Elle a ouvert un bureau de coopération à Kaboul en 2002. Jusqu'à récemment, le programme suisse se concentrait sur l'approvisionnement alimentaire ainsi que sur le retour et l'intégration des réfugiés et des personnes déplacées. Il prend maintenant le chemin d'une coopération de longue haleine pour la reconstruction et le développement. L'engagement suisse pour l'année 2006 se chiffre à quelque 19 millions de francs. Sur cette somme, 10 millions financent l'aide humanitaire (la majeure partie est allouée au CICR, au Programme alimentaire mondial et au HCR) et 9 millions de francs vont à des projets de développement.

Aide humanitaire

Eau potable et eaux usées: dans les environs de Kandahar, région sèche et désertique située au sud du pays, on construit des réseaux d'approvisionnement en eau et on réalise des projets d'assainissement en collaboration avec des ONG internationales et avec le ministère compétent. Par ailleurs, un nouveau projet vise à trouver des réserves d'eau souterraine qui soient utilisables pour la distribution d'eau potable et l'irrigation.

Repères historiques

1747–1773 Ahmad Shah, du clan pachtoune des Abdali, fonde l'empire Durrani, ce qui marque le début de la nation afghane.

1838–1842 Première guerre anglo-afghane.

1842 Les guerriers afghans massacrent le corps expéditionnaire britannique, composé de 4500 soldats et 12000 suiveurs.

1879 Deuxième guerre anglo-afghane.

1919 Troisième guerre anglo-afghane.

1923 Le roi Amanullah proclame l'avènement d'une monarchie constitutionnelle.

1933–1973 Règne de Zahir Shah.

1973 Le roi est renversé par son cousin Mohammed Daoud Khan, qui proclame la République.

1978 Le parti communiste prend le pouvoir avec le soutien de l'Union soviétique.

1979 Du 24 au 27 décembre, les troupes soviétiques envahissent l'Afghanistan. Début de la guerre qui les opposera pendant dix ans aux moudjahidines.

1989 L'Armée rouge se retire d'Afghanistan.

1992 Renversement du régime communiste de Mohammed Najibullah.

1992–1996 Des combats incessants mettent Kaboul à feu et à sang.

Prévention et préparation: on s'emploie à réduire les risques inhérents aux catastrophes naturelles telles que séismes ou inondations. Il s'agit de prendre des mesures appropriées en matière d'organisation, d'infrastructure, de coordination, etc.

Coopération au développement

Bonne gouvernance: les efforts visent surtout à renforcer les structures gouvernementales (la Suisse a notamment soutenu la procédure électorale conduisant à la formation du gouvernement, ainsi que la formation de diplomates), l'organisation locale, le développement institutionnel à divers niveaux et les droits de l'homme.

Développement rural: le programme veut améliorer les conditions de vie dans des zones de collines et de montagnes, mettant l'accent sur l'augmentation des récoltes, le renforcement de la société civile, la baisse de la mortalité, l'égalité entre les sexes et une éducation de meilleure qualité.

Coordination de l'aide et promotion du savoir: la Suisse soutient l'Unité afghane de recherche et d'évaluation (AREU), dont les études portent par exemple sur le droit foncier, les relations hommes-femmes et le développement urbain.

1994 Vers la fin de l'été, les talibans pénètrent dans les provinces méridionales de l'Afghanistan.

1996 Les talibans prennent Kaboul en septembre.

2001 Malgré des protestations venues du monde entier, les talibans détruisent les statues de Bouddha, à Bamiyan.

2001 Le 11 septembre, des attentats terroristes sont perpétrés contre le World Trade Center à New York et le Pentagone à Washington. En octobre, les États-Unis lancent une intervention militaire en Afghanistan. Le 12 novembre, les talibans abandonnent Kaboul à l'Alliance du Nord. La conférence sur l'Afghanistan commence fin novembre à Petersberg, près de Bonn. Le gouvernement provisoire dirigé par Hamid Karzaï se met au travail le 22 décembre.

2002 En juin, la Loya Jirga – assemblée traditionnelle – confirme Hamid Karzaï dans sa fonction de président du gouvernement provisoire.

2004 La nouvelle Constitution afghane est adoptée le 4 janvier. Des élections libres se déroulent le 9 octobre. Elles portent Hamid Karzaï à la présidence du pays.

2005 Pour la première fois depuis 30 ans, les Afghans sont appelés aux urnes, le 18 septembre, pour désigner leurs députés à l'Assemblée nationale, composée de deux chambres.

Faits et chiffres

Nom

République islamique d'Afghanistan

Capitale

Kaboul (env. 1,8 million d'habitants)

Population

30 millions d'habitants

Superficie

652 000 km²

Groupes ethniques

Pachtounes: 38%
Tadjiks: 25%
Hazaras: 19%
Ouzbeks: 6%
ainsi que des groupes plus restreints (Aimaks, Turkmènes, Baloutches et Nouristanis entre autres)

Langues

Le dari (persan moderne) est la langue officielle (50%), à côté du pachtou (35%) et d'une vingtaine d'autres langues

Religions

Musulmans: 99%, dont 84% de sunnites et 15% de chiites
Divers: 1%

Produits agricoles

Opium, céréales, fruits, noix, laine, viande de mouton, peaux de moutons et de chèvres



Un célibataire à Kaboul



Jawed Nader vit à Kaboul, où il travaille comme *advocacy officer* pour le Forum de la société civile afghane. Il est membre de la Fondation Agahi (conscience), une organisation civique d'étudiants, et du projet « Forum des jeunes dirigeants », mis sur pied par la Fondation Friedrich Ebert. Jawed Nader aime son travail « parce que nous cherchons à développer l'esprit citoyen dans une nation qui a derrière elle une longue histoire de guerres civiles ».

Tous mes collègues se sont moqué de moi. Surtout Frozan. « Jawed, où te crois-tu? », m'a-t-elle demandé. Je me suis alors souvenu que dans la culture afghane, un ami ou un membre masculin de la famille ne rend pas visite à une femme qui vient d'accoucher. De même, il est embarrassant d'aborder en public des questions qui touchent à la maternité. C'est d'ailleurs pourquoi les femmes enceintes sortent rarement de chez elles. Mais ce jour-là, je n'ai pas pris les remarques au sérieux. J'étais bien conscient que mon comportement avait été quelquefois maladroit depuis que je m'étais réinstallé en Afghanistan, il y a deux ans.

Je suis un Afghan ordinaire qui vit à Kaboul et qui n'a jamais résidé très loin de l'Afghanistan. Pourtant, je ne connais pas très bien les traditions de ma patrie. C'est en 1989, à mon troisième jour d'école, que ma mère décida de quitter notre terre natale, dans le district de Jaghori. Nous sommes partis, avec ma sœur et mes trois frères, pour une destination qui m'était inconnue. Cela se passa bien jusqu'au moment où nous nous sommes tous mis à pleurer. Nous venions de quitter l'Afghanistan en guerre pour pénétrer sur le sol pakistanais. C'est là que je rencontrai mon père pour la première fois. Trois doigts manquaient à sa main droite à cause d'une bombe, ce qui me fit hésiter à accepter son amour paternel. J'ai vécu treize ans au Pakistan. J'ai obtenu mon diplôme d'études secondaires début 2001, sans croire à l'avenir de l'Afghanistan. Mon frère aîné Baser et moi avons décidé de demander l'asile en Grande-Bretagne. Nous avons voyagé

illégalement à travers l'Iran, la Turquie, la Grèce... Une route sur laquelle beaucoup d'Afghans ont perdu la vie.

Après le 11 septembre 2001, la situation a complètement changé en Afghanistan. Donc mes plans aussi. Je suis revenu au Pakistan, j'ai passé un diplôme en technologie de l'information. Finalement je suis revenu en Afghanistan fin 2002, après quatorze ans d'absence. Je me suis inscrit au département d'anglais de l'Université de Kaboul et j'ai commencé de travailler comme assistant du représentant de la Fondation suisse pour la paix. Mais ma famille vit toujours au Pakistan, parce que le coût de la vie est trop élevé en Afghanistan. Le pays est en train de se transformer en une pure société de consommation (les importations sont onze fois plus élevées que les exportations).

La vie n'est pas facile à Kaboul, surtout quand on est seul. Les propriétaires ne veulent pas louer leur maison à un célibataire parce qu'ils croient qu'un homme seul est dangereux. D'ailleurs, ils ont des centaines d'autres prétextes pour refuser. J'ai fini par trouver l'an passé une petite chambre dans une menuiserie, c'est là que je vis maintenant. Cela me convient car je passe mes journées à l'extérieur, loin du bruit et des disputes entre les menuisiers!

Mais il arrive que la vie soit très difficile. Un soir, cet hiver, j'ai travaillé tard et suis arrivé chez moi vers 21 heures. Les conduites avaient gelé. Je n'avais pas d'eau pour cuisiner un repas et ne pouvais pas non plus manger dehors, car les cafés de mon quartier sont fermés dès la tombée de la nuit. Par moins 15 degrés, sans électricité ni chauffage et l'estomac vide, je ne pouvais pas dormir. Mais je me suis donné du courage en pensant à ces Afghans qui sont obligés de vivre sous tente depuis leur retour au pays.

Avec toutes ses difficultés et ses merveilles, l'Afghanistan est l'endroit où je me sens bien. Parce que c'est le pays où vivent des gens qui partagent mes problèmes, expriment ce que je pense et regardent dans la même direction que moi. C'est une terre où des civilisations se sont rencontrées, où des cultures ont évolué durant des millénaires. Cela lui donne le potentiel de renaître indéfiniment de ses cendres, tel un phénix. Les innombrables défis à affronter nous épuisent par moments, mais nous font aussi comprendre la quantité de travail à accomplir pour devenir une nation viable. ■

(De l'anglais)





Tina Stenauer

Droits de l'homme et développement

On le sait, un droit ne mérite ce nom que si ses détenteurs peuvent le faire valoir et si le jugement prononcé est vraiment exécuté. En théorie, pratiquement tout le monde est d'accord là-dessus. Mais au quotidien, les choses se présentent dans trop de pays sous un jour plus sombre, voire dramatique en ce qui concerne les femmes. Cette situation interpelle le gouvernement, l'État, la société, le système judiciaire, mais aussi les acteurs du développement. On ne peut pas se contenter d'élaborer une approche basée sur les droits de l'homme et d'en faire un thème transversal de la coopération au développement. Non, il faut des programmes et des projets concrets qui permettent aux institutions et aux individus de vivre les droits de l'homme et d'en exiger le respect. L'importance primordiale d'une justice indépendante nous paraît aller de soi. Mais on constate souvent que la justice ne fonctionne pas ou qu'elle est en concurrence avec des juridictions coutumières.

En matière de droits de l'homme comme dans d'autres domaines, la coopération au développement ne saurait se contenter de donner des leçons ou de secouer la tête avec désespoir. Il faut trouver les moyens d'instaurer des partenariats orientés vers des objectifs. Cela requiert de la motivation, une volonté d'apprendre et un travail de longue haleine sur le terrain. Là comme ailleurs, ce ne sont pas des ordres venus d'en haut qui apporteront la solution, mais un soutien patient aux processus de construction de la société et de l'État. Il est fondamental à cet égard de favoriser l'émergence d'une classe de citoyens conscients de leurs responsabilités. Plus les systèmes d'éducation s'améliorent, plus les citoyens sont capables d'assumer aussi bien leurs devoirs que leurs droits. Et plus l'ordre juridique fonctionne.

La coopération doit être déployée de manière plus pratique. Plaintes, regrets et dialogues politiques ne suffisent pas. Bien entendu, la critique est importante. Au même titre que les contrôles et les échanges d'expériences. Mais les gouvernements doivent de leur côté prendre en considération ce que leurs citoyens attendent d'eux. Pas seulement avant des élections, mais pendant toute la durée de leur mandat.

Cela demande aussi de la compréhension et une langue commune entre les acteurs. Certes, les droits de l'homme sont universels, mais ils se vivent toujours dans un contexte culturel particulier. Comprendre cela suppose une compétence interculturelle. Il y a des ratés dans le système international, des lacunes à combler. Tous les acteurs en sont-ils conscients? Je ne le crois pas. Ainsi, nous sommes bien plus sollicités que nous ne le voudrions. On nous demande de découvrir d'autres modes de pensée, d'apprendre d'autrui, d'abandonner des préjugés et d'élaborer patiemment des solutions. ■

Walter Fust
Directeur de la DDC

(De l'allemand)

Dialogue des savoirs dans



Grossmann / laif

La papa se modernise

Au Pérou, la consommation de pommes de terre a diminué durant les dernières décennies, au profit des pâtes et du riz. Cette évolution porte préjudice à des milliers de paysans andins. Avec le soutien de la DDC, le Centre international de la pomme de terre, à Lima, a mis sur pied un programme qui vise à moderniser l'image du vénérable tubercule. C'est ainsi qu'est née la marque T'ikapapa : sous ce nom, des entreprises commercialisent dans les supermarchés de la capitale 20 variétés de pommes de terre, bien sélectionnées et bien emballées. En 2005, T'ikapapa a reçu le prix de la Créativité entrepreneuriale, attribué par l'Université péruvienne des sciences appliquées. Le jury a souligné que T'ikapapa met en valeur les variétés indigènes selon un nouveau concept de marketing. De plus, ce produit exploite la biodiversité afin d'assurer des revenus durables à de petits producteurs andins et aux entreprises concernées.

Les paysans des Andes, qui vivent dans des conditions très précaires, sont les gardiens d'un extraordinaire patrimoine biologique. Un programme de la DDC vise à réduire leur pauvreté en les aidant à exploiter de manière durable les produits issus de la biodiversité. Il se base sur la rencontre du savoir indigène et du savoir académique.

(jls) Ces pommes de terre ont toutes les formes et les tailles imaginables. Leur peau et leur chair sont blanches, jaunes, roses, bleues ou violettes. On recense plus de 2000 variétés dans la Cordillère des Andes, terre d'origine de ce tubercule. Résistantes au gel et à la sécheresse, la plupart sont cultivées au-dessus de 3800 mètres d'altitude, dans un environnement peu propice à la croissance d'autres plantes alimentaires. Certaines communautés rurales sèment jusqu'à 80 variétés différentes de pommes de terre. Les *papas* chères aux Incas ont été sélectionnées et améliorées au fil du temps par les paysans andins. À moyenne altitude, elles côtoient des champs de céréales, de haricots ou de maïs. En s'appuyant sur des méthodes ancestrales, les communautés indigènes assurent leur sécurité alimentaire malgré un climat rigoureux et des sols peu fertiles. Mais leur savoir est en train de s'éroder. De plus en plus de cultivateurs se laissent

convaincre que le progrès consiste à remplacer les pratiques traditionnelles par des technologies modernes. Cette évolution menace l'équilibre de l'écosystème et réduit la diversité de sa base génétique.

Patrimoine culturel et biologique

Les paysans andins ne vendent qu'une faible partie de leur production sur les marchés locaux, l'essentiel étant destiné à l'autosubsistance. Ils pourraient se procurer des revenus supplémentaires en tirant profit des ressources naturelles qui les entourent. Telle est l'idée de base d'un programme ambitieux lancé début 2006 par la DDC. D'une durée de dix ans, BioAndes concerne la Bolivie, le Pérou et l'Équateur. Ses activités se déploieront en dehors des parcs nationaux et des zones protégées, qui couvrent 12 à 18 pour cent de la superficie de ces pays.

les Andes

Giancarlo de Picciotto, un des responsables de ce programme à la DDC, en explique le concept: «La réduction de la pauvreté ne doit pas passer par une uniformisation des valeurs et des coutumes. Nous misons au contraire sur la revalorisation des pratiques traditionnelles qui ont permis jusqu'ici de maintenir des milliers d'espèces végétales et animales.» Le programme BioAndes se fonde sur le lien étroit entre l'homme et la biosphère: «On ne peut pas conserver la biodiversité sans prendre en considération la culture des populations qui en sont les gardiennes.»

Marchés de niche

Si les communautés andines ont une connaissance intime des ressources naturelles, elles manquent d'outils pour en analyser toutes les potentialités. C'est pourquoi BioAndes favorisera notamment les échanges avec les milieux scientifiques. Ce dialogue du savoir indigène avec le savoir académique permettra d'analyser la biodiversité et les possibilités de l'exploiter de manière durable. Les groupes de producteurs auront également l'occasion d'apprendre les uns des autres en participant à des plates-formes. «En tant que paysans de montagne, ils ne sont pas en mesure de concurrencer les grandes exploitations agricoles des plaines. Mais leur avantage comparatif réside précisément dans la biodiversité. Ils pourraient commercialiser des produits de niche ou développer des activités d'agrotourisme», note Willi Graf, chargé de programme à la DDC. En attendant que des pistes concrètes soient identifiées, l'heure est aux hypothèses: supposons que l'on puisse extraire un agent colorant d'une variété de pommes de terre; ce produit naturel serait susceptible d'intéresser certaines industries, des fabricants de rouge à lèvres par exemple.

Au-delà des aspects économiques, BioAndes tient à renforcer l'estime de soi parmi ces populations



Gonzalez / Ifai

vulnérables. «Victimes de discriminations et de mépris, les indigènes ont développé un complexe d'infériorité à l'égard des Blancs», explique Willi Graf. Il y a quelques années encore, les citadins méprisaient les produits andins, comme la quinoa ou la viande de lama. Cela commence à changer. Pour BioAndes, la distribution de ces marchandises sur les marchés nationaux contribue à la reconnaissance de la culture indigène.

Des régisseurs locaux

Le programme est exécuté par un consortium comprenant l'institut d'écologie agricole Agruco de l'Université de Cochabamba (Bolivie), la fondation Ecociencia (Équateur) et l'association ETC (Pérou). Ces trois institutions ont été sélectionnées sur la base d'un appel d'offres au niveau régional. Agruco, qui dirige le consortium, et Ecociencia reçoivent une aide de la Suisse depuis de nombreuses années.

Dans la région andine, c'est la première fois que la DDC confie un programme d'une telle ampleur à des régisseurs locaux. «Cela montre qu'il vaut la peine d'investir pour renforcer les capacités institutionnelles de nos partenaires. Lorsque des compétences existent sur place, il est logique que des acteurs nationaux prennent la direction des opérations», relève Giancarlo de Picciotto. La première tâche du consortium consiste à organiser une mise au concours afin de définir les projets qui seront financés dans chaque pays. Ce processus devrait être achevé à l'automne 2006. ■

Offrandes à Pachamama

Pour les populations andines, l'univers se divise en trois entités dépendantes l'une de l'autre: la société humaine, la nature et les divinités. Leurs relations sont fondées sur la réciprocité. «Cette vision confère une dimension éthique et morale à la production agricole», explique le sociologue rural Stephan Rist, qui a étudié le savoir indigène. Pour qu'une récolte soit bonne, il ne suffit pas d'utiliser la technologie adéquate. La croissance des cultures doit s'accompagner de rituels collectifs et d'offrandes aux divinités. Les paysans vénèrent surtout Pachamama, créatrice de tous les êtres vivants, qui incarne la fertilité et la fécondité. Si les hommes se comportent bien à son égard, en maintenant la biodiversité par exemple, la Mère de la terre veille à ce que les récoltes soient bonnes. Dans le cas contraire, elle se montre moins généreuse. Lorsque les cultures sont anéanties par la grêle ou la sécheresse, ces phénomènes sont attribués à la colère de Pachamama.



Tophoren / Ifai

Huissier, faites entrer la justice !

Beaucoup de Tadjiks ne font pas confiance au système judiciaire national, perverti par la corruption et basé sur un code de procédure hérité de l'ère soviétique. Un projet suisse veut faciliter l'accès à la justice pour les groupes défavorisés et vulnérables. Il travaille avec des institutions étatiques et des organisations non gouvernementales.



Keystone / Andree-Noelle Pot

Des droits et des devoirs

Il est aujourd'hui largement admis que le respect des droits de l'homme est une condition indispensable au développement. Comme d'autres agences, la DDC s'efforce d'intégrer systématiquement cette dimension dans ses activités. Elle s'inspire notamment de la position commune adoptée en 2003 par plusieurs institutions onusiennes concernant la mise en œuvre d'une « approche du développement basée sur les droits de l'homme ». Selon ce concept, les programmes de développement devraient contribuer directement à la réalisation des droits de l'homme. La coopération doit s'adresser à deux groupes d'interlocuteurs : les « titulaires de droits », à savoir les représentants de la société civile, et les « détenteurs de devoirs », qui sont le plus souvent des autorités étatiques. En même temps qu'elle aide les premiers à faire valoir leurs droits, elle renforce les capacités des seconds à s'acquitter de leurs obligations.

(Jls) La Constitution du Tadjikistan, adoptée en 1994, garantit la séparation des pouvoirs, de même que le droit de toute personne à être entendue par un tribunal compétent et impartial. Dans la pratique, ces principes sont rarement appliqués. Le code de procédure, qui date de 1960, confère des pouvoirs excessifs au ministère public. Les juges sont dépendants de l'autorité exécutive. Pour compléter leurs salaires dérisoires, certains d'entre eux concluent des arrangements financiers avec les plaignants sur la teneur du verdict. Bien des citoyens n'ont pas les moyens d'acheter la complaisance des magistrats et manquent de confiance dans la justice. En cas de litige, les personnes démunies préfèrent souvent saisir des instances traditionnelles de conciliation, comme les anciens du village ou les chefs religieux.

Assistance juridique gratuite

En 2005, la DDC a lancé un projet qui aide les populations défavorisées, en particulier les femmes, à prendre conscience de leurs droits et à les faire valoir. Elle soutient neuf centres d'assistance juridique dont les prestations sont gratuites. Ces institutions

dispensent des conseils et mettent à disposition des avocats qui assistent les clients dans les procédures judiciaires. La Suisse finance l'équipement des bureaux et la formation continue des avocats. En l'absence d'un recueil national de jurisprudence, les neuf centres constituent un registre de tous les cas qu'ils traitent. « Un réseau informatique permet à chaque défenseur de consulter les jugements rendus précédemment dans des affaires analogues », note Derek Müller, chargé de programme à la DDC.

Parallèlement, le projet vise à améliorer les compétences professionnelles et sociales des magistrats. Il appuie le centre national de formation à Douchanbe, où des experts étrangers viennent enseigner les principes démocratiques du droit. « Il faudra sensibiliser des générations de juges pour que de nouvelles pratiques se mettent en place. La culture de la corruption est ancrée dans les mentalités depuis des siècles. Et le faible niveau des salaires ne fait que la consolider », constate M. Müller. ■

Aide humanitaire: nouvelle stratégie

(juj) Le domaine Aide humanitaire de la DDC doit sans cesse faire face à de nouveaux défis et répondre à de nouvelles demandes. Afin de mettre à jour les grandes lignes de ses actions sur le terrain, il vient d'élaborer sa Stratégie 2010, qui succède au document *Vivre la solidarité - Aide humanitaire: Stratégie 2005*. Cette stratégie montre comment l'Aide humanitaire entend répondre, durant les cinq années à venir et dans le monde entier, aux besoins des populations victimes de violences ou vivant en situation de détresse. Elle décrit sa mission, la nature de ses engagements et les moyens qu'elle peut mettre en œuvre. La nouvelle orientation est évidemment conforme aux objectifs définis dans la Stratégie 2010 de la DDC. Même si la structure du document est identique au

précédent et si les grands principes restent les mêmes, la majeure partie du texte est nouvelle. Le contenu aborde des thèmes qui ne figuraient pas dans la Stratégie 2005; la manière de concevoir les engagements a été clarifiée; les exemples ont été adaptés. Les recommandations formulées dans le cadre du «Mid Term Review» et de l'analyse du portefeuille des programmes, pays par pays, ont été prises en considération, de même que celles du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE. L'harmonisation des interventions, une meilleure coordination internationale, les nouveaux partenariats, la collaboration entre civils et militaires sont les maîtres mots de cette Stratégie 2010. La politique du genre et la bonne gouvernance y font en outre leur apparition en tant que thèmes transversaux.

Droits de l'homme

(brx) L'accès aux soins de santé, à l'eau potable et à l'éducation, ou encore l'identité et la participation politiques, sont non seulement des besoins vitaux, mais également des droits fondamentaux. Ce sont des droits de l'homme, avec les devoirs qu'ils impliquent. La DDC en tient déjà compte dans sa politique de santé ou dans ses nouvelles lignes directrices sur la gestion de l'eau. Son document de référence *Eau 2015* spécifie par exemple que «l'eau doit rester un bien commun et l'accès à l'eau potable est un droit humain fondamental». L'ONU a confirmé l'importance centrale que revêt la promotion des droits de l'homme pour le développement durable et la sécurité. Elle a mis en œuvre une approche du développement basée sur les droits de l'homme. La DDC s'est dotée en 2005

d'une nouvelle politique sur les droits de l'homme, dont le fondement stratégique correspond à la conception onusienne. Concrètement, la DDC se réfère désormais davantage à ces droits dans ses programmes et sa politique, elle en intègre plus systématiquement les principes; ses programmes mettent l'accent sur les droits des pauvres et sur le renforcement des autorités responsables. Enfin, elle collabore activement avec les institutions onusiennes et les ONG du Sud qui appliquent explicitement une approche fondée sur les droits de l'homme. La nouvelle politique de la DDC s'intitule *Promouvoir les droits des pauvres à vivre dans la dignité*. Le directeur Walter Fust l'a présentée le 27 février à Berne, lors d'une cérémonie à laquelle participait Mary Robinson, ancien Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme.

Au fait, qu'est-ce que la cohésion ?

(jtm) L'expression «contribution à la cohésion» est un raccourci fréquemment utilisé pour désigner la «contribution de la Suisse à la réduction des disparités économiques et sociales au sein de l'Union européenne élargie». Mais de quoi s'agit-il exactement? Le 1^{er} mai 2004, dix nouveaux États ont adhéré à l'UE. À l'exception de Chypre et de Malte, tous sont d'anciens États communistes d'Europe centrale et orientale. Bien qu'ils aient réussi leur transition, ces pays accusent toujours un retard économique et social considérable par rapport aux autres membres de l'UE. Le Conseil fédéral a décidé de consacrer un milliard de francs, répartis sur cinq ans, à la réduction de ces disparités. La Suisse considère que l'élargissement à l'Est représente une avancée déterminante vers plus de paix, de stabilité et de bien-être sur l'ensemble du continent. L'intégration réussie des nouveaux membres de l'UE revêt pour elle un intérêt vital. Outre les avantages politiques d'une Europe stable, la Suisse profite également sur le plan économique de l'extension des accords bilatéraux à l'une des régions les plus dynamiques du monde. Sa contribution de solidarité financera des programmes et des projets mis en œuvre par la DDC et le seco dans les dix nouveaux États membres. La Pologne, pays fortement peuplé, absorbera environ la moitié du montant. Les projets se concentreront notamment sur la santé, l'éducation, le renforcement des régions périphériques et la promotion du secteur privé. La Suisse pourrait par exemple soutenir l'agriculture écologique en Pologne, la mo-

dernisation d'hôpitaux dans des zones reculées de Slovaquie ou la construction de stations d'épuration dans les pays baltes. Mais il est possible que la Loi fédérale sur la coopération avec les États d'Europe de l'Est, adoptée par le Parlement au printemps dernier, doive préalablement être soumise au vote populaire. Cela dépendra de l'issue du référendum lancé contre cette loi, qui servira de base légale à la contribution suisse.



David Hoffman / Still Pictures

Grains de sable dans les rouages du tourisme

Le tourisme est la forme la plus noble d'aide au développement, disait-on dans les années 70. On y voyait alors un outil idéal pour combattre la pauvreté. Dans bien des régions du Sud, le tableau est tout autre: expropriations, tourisme sexuel, travail des enfants. Pourtant, cela pourrait se passer différemment, par exemple si l'on appliquait au tourisme les principes du commerce équitable. De Maria Roselli.

Abris de fortune aux Maldives

Après le tsunami, on a réalisé aux Maldives d'extraordinaires «oasis de bien-être», s'extasie la presse touristique. Dans ces îles à vocation touristique, les investissements se sont apparemment concentrés sur les rénovations de luxe. Pendant ce temps, il manque dans les caisses de l'État 150 millions de dollars d'aide internationale pour réparer les dégâts du raz-de-marée, estimés à plus de 500 millions. Le tsunami a fait une centaine de victimes aux Maldives, ce qui est peu comparativement à d'autres pays frappés par cette catastrophe. Mais plus de 8000 maisons y ont été endommagées. Un an après, quelque 11 000 personnes vivent toujours dans des abris de fortune, indique le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). La reconstruction représente un défi gigantesque aux Maldives, où chaque gramme de sable doit être importé à grands frais, car l'extraction de matériaux de construction dans les récifs coralliens dégraderait durablement un écosystème fragile.



On fait sa valise, on saute dans l'avion et c'est parti pour des vacances bien méritées. La haute saison du tourisme est quasi permanente depuis un demi-siècle. Malgré le 11 septembre, le tsunami et les ouragans. Presque aucune autre branche de l'économie ne connaît de tels taux de croissance: entre 1950 et 2000, le nombre d'arrivées de touristes a été multiplié par 28, pour s'établir à 700 millions. Même en 2005, année qui a suivi le tsunami, le tourisme international a progressé de 5,5 pour cent par rapport à 2004. Il a dépassé pour la première fois les 800 millions d'arrivées.

L'idée émise dans les années 70 de mettre le tourisme au service du développement paraît dès lors séduisante. L'économiste Lothar Nettekoven écrivait à l'époque: «Le tourisme est la forme la plus noble d'aide au développement.» Cette théorie compte aujourd'hui encore de nombreux défenseurs. Ainsi, l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), créée entre-temps, est convaincue que les voyages d'agrément peuvent apporter une contribution décisive à la lutte contre la pauvreté. La Banque mondiale investit chaque année des centaines de millions dans des projets touristiques. Un

phénomène que des organisations non gouvernementales (ONG) et des agences de développement suivent d'un œil très sceptique.

La croissance ne suffit pas

Christine Plüss, du Groupe de travail tourisme et développement (akte), à Bâle, tire un bilan décevant: «Il est vrai que le tourisme peut engendrer rapidement de nouveaux revenus. Mais la preuve n'a pas été faite que cela atténue directement la pauvreté.» Avec près de 200 millions de salariés, le tourisme est aujourd'hui l'un des secteurs économiques les plus importants au niveau mondial. Mais les populations les plus pauvres n'ont souvent ni la formation ni les moyens nécessaires pour exploiter ce marché prometteur. «La croissance économique en soi ne révèle rien de la répartition des richesses», remarque Christine Plüss. L'OMT cite

ment en biens essentiels. C'est ainsi que les bénéficiaires pourront s'arracher à la pauvreté. «Sans de telles mesures, le tourisme ne profitera qu'aux personnes de la classe moyenne qui disposent d'un certain capital initial ou de la formation nécessaire», explique la spécialiste du tourisme.

Un exemple est donné par la Gambie, où le gouvernement a passé un accord avec des associations touristiques et des ONG. Si une commerçante obtient l'autorisation de vendre des jus de fruits sur le site d'un palace pour touristes, cette activité peut lui rapporter très vite de l'argent. À condition toutefois qu'elle ait un capital de départ pour l'achat des fruits.

Conditions généreuses aux investisseurs

Quels que soient ses bienfaits réels pour la population locale, il est évident que pratiquement tous



Heuer / laif



Still Pictures



Reporters / laif



Techmann / laif

souvent les Maldives, le Cap-Vert et Samoa, qui ont presque atteint, grâce au tourisme, le seuil qui leur fera quitter la catégorie des «pays les moins avancés». Ces exemples ne convainquent pas M^{me} Plüss. Il s'agit de petits pays dont le produit national brut peut progresser rapidement, mais sans offrir la garantie d'une redistribution des richesses.

Pour réduire la pauvreté, il faudrait plutôt offrir des perspectives de développement aux individus directement concernés. Des mesures d'appoint doivent obligatoirement être prises dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'approvisionne-

ment en biens essentiels. Or, cette tendance a des répercussions dramatiques sur le climat. À côté de l'industrie, le trafic touristique – plus particulièrement aérien – est l'un des principaux facteurs du bouleversement climatique. De ce fait, un véritable effet boomerang s'exerce sur de nombreuses destinations du Sud, surtout les petits États insulaires, comme l'explique Hansruedi Müller, professeur à l'Université de Berne dans le domaine des loisirs et du tourisme: «L'élévation du niveau de la mer provoquée par le changement climatique menace les plages, surtout celles des petites îles.» La

Populations déplacées en Éthiopie

Pour réaliser un projet d'écotourisme en Éthiopie, la Fondation des parcs africains a déplacé en 2004 quelque 2000 familles d'éleveurs qui vivaient dans le parc national de Nechasar. Environ 10000 personnes, appartenant aux ethnies kore et guji-oromo, ont dû se réinstaller en dehors des frontières du parc. Elles n'ont obtenu aucune compensation, dénonce l'organisation américaine de droits de l'homme Refugees International. Le parc sera entouré d'une clôture électrique. On y introduira davantage d'animaux sauvages (lions, buffles, girafes et éléphants) pour les besoins touristiques. La fondation, basée aux Pays-Bas, affirme que le parc de Nechasar était inhabité jusqu'en 1962. Elle ajoute que le déplacement a eu lieu avec l'accord des habitants concernés. Refugees International, de son côté, parle de déplacements forcés. Les Kore et les Guji-Oromo vivaient en autarcie dans leur territoire d'origine, ce qui est devenu maintenant très difficile pour eux.



Roland Seifert / Still Pictures

situation est particulièrement inquiétante dans des pays comme les Seychelles, où la côte est en pente faible. «La mer emporte toujours davantage de sable et des plages entières disparaissent. Mais ce serait une erreur de diaboliser pour autant le tourisme, car il peut effectivement être un moteur de la croissance pour beaucoup de pays en développement», souligne M. Müller. L'histoire de la Suisse en fournit d'ailleurs une démonstration: «Certains vallées de montagne, qui jadis procuraient à peine de quoi vivre à leurs habitants, comptent aujourd'hui parmi les régions les plus riches du monde.» Il est toutefois discutable, pour des pays en développement, de se concentrer sur le tourisme de luxe.

Beaucoup de pays pauvres ont entrepris ces dernières années de gros efforts pour créer des conditions favorables au tourisme international. Sous la pression énorme de la dette, ils se sont pliés aux exigences des pays riches en matière de libéralisation. Ils ont puisé dans leurs modestes ressources publiques pour réaliser des infrastructures touristiques telles que routes et aéroports, au détriment d'autres secteurs de l'économie. En général, ces investissements profitent presque exclusivement aux grands groupes internationaux.

La crise survenue après le 11 septembre 2001 a attisé la guerre des prix dans la branche touristique. Pour rester compétitifs, les pays de destination offrent aux investisseurs étrangers des conditions toujours plus avantageuses – allègements fiscaux, participations majoritaires à des entreprises et rapatriement libre des bénéfices. Selon des calculs officiels, une petite moitié seulement du prix des vacances arrive vraiment dans le pays hôte.

Commerce équitable pour sortir de l'impasse

Des experts estiment que le seul moyen de sortir de l'impasse est d'appliquer au tourisme les principes du commerce équitable. Un exemple sud-africain montre le chemin: l'Union mondiale pour la nature (UICN) a créé en 2003 l'Organisation pour le tourisme équitable en Afrique du Sud (FTTSA), qui a élaboré le premier label de qualité pour des offres touristiques équitables. À ce jour, 17 entreprises ont déjà obtenu ce label, après avoir prouvé qu'elles remplissaient les critères suivants: offrir des conditions de travail équitables, assurer une juste répartition des bénéfices, soutenir les catégories sociales défavorisées, se conformer à une éthique d'entreprise et respecter les droits de l'homme, la culture ainsi que l'environnement.

Des *safari lodges* de haut standing aussi bien que de simples auberges exploitées par des communes ont passé avec succès le contrôle rigoureux des examinateurs de la FTTSA. Les produits touristiques équitables sont appréciés par la clientèle européenne et ils ont sans aucun doute de l'avenir, même si un label international n'est certainement pas pour demain. Christine Plüss a cependant bon espoir: «Dans dix ans, le tourisme équitable représentera 25 pour cent du marché suisse.» ■

(De l'allemand)

Les sauveurs du monde

J'aime Berlin. Et pas seulement parce que je m'y sens bien. Tout d'abord, j'aime Berlin parce que c'est une véritable foule multicolore d'ouvriers, de fonctionnaires, d'étudiants, de chômeurs, d'immigrés turcs et russes, de plombiers polonais, de cuisiniers chinois ou thaïs, et tant d'autres individus sans nom qui tous peuvent être considérés comme de *vrais Berlinois*. Il semble qu'à Berlin l'on ait beaucoup plus d'espace pour trouver sa propre niche que dans une autre ville allemande. Berlin attire tout le monde. Bien sûr, je ne peux pas m'imaginer cette ville sans ses écrivains, dont le nombre est impossible à chiffrer. Ni sans ses *freaks*, les alternatifs berlinois caractéristiques que l'on voit ça et là, et qui sont des citoyens libres dans une ville libre.

Vendredi dernier, je suis allé voir des amis, un couple polonais. Lui est écrivain, sans travail. Elle l'accompagne partout et gagne leur vie. Nous ne nous étions pas vus depuis longtemps. C'est pourquoi nous sommes restés à discuter jusque tard dans la nuit. D'habitude, nous parlons de choses essentielles : la réincarnation, la psychanalyse, les problèmes d'alcoolisme et les défauts de la démocratie. Cette fois-ci, mon ami était plus sombre que d'habitude. Il a énuméré en détail toutes les catastrophes des semaines écoulées : avions écrasés, naufrages, incendies, avalanches, inondations, tremblements de terre, explosions dans le métro et dans les supermarchés, sans oublier la progression de la grippe aviaire et les manifestations de xénophobie. Pour finir, il ajouta que chaque jour, 5000 personnes meurent de faim dans le monde. À minuit et demi, quand je les ai quittés pour rentrer chez moi, j'étais complètement abattu. En me dirigeant vers le métro, je

pensais à ce monde effroyable, truffé de dangers mortels.

Mes amis habitent Pankov et mon appartement se trouve à Charlottenburg. La distance est assez longue. On a le temps de réfléchir ou de lire. Ou alors d'observer les voyageurs, ce que j'ai fait. À cette heure-là, il n'y en avait que quelques-uns, marqués par la fatigue et la solitude. Leur visage était aussi pâle que celui des arlequins. J'avais l'impression que ces gens avaient été abandonnés de tous et ne poursuivaient leur existence que par habitude. En fait, ils n'avaient plus où aller. Heureusement que le métro circule presque 24 heures sur 24. Et eux, que pensaient-ils de moi ?

À Alexanderplatz, je suis sorti du métro pour prendre le S-Bahn. Dans le passage souterrain, il restait quelques punks avec leurs chiens. Enveloppés dans des haillons, ils m'ont suivi d'un regard absent, sans la moindre lueur d'espérance. Une fois encore, je n'avais pas de petite monnaie sur moi et, allez savoir

pourquoi, tous les kiosques étaient déjà fermés.

À Hackescher Markt, un fou est entré dans le wagon, se querellant avec lui-même dans une langue qui m'était inconnue.

Il s'adressait des reproches impitoyables et en devenait de plus en plus excité. Ses cris ont perturbé mes réflexions sur l'injustice sociale.

À Friedrichstrasse, un garçon et une fille sont montés et se sont assis en face de moi. Tous deux étaient très grands, très jeunes et très maigres. Ils écoutaient de la musique sur leur baladeur commun et se taisaient. Serrés l'un contre l'autre, chacun avec sa moitié de musique, chacun avec un écouteur dans l'oreille, ils m'ont paru si subtils, si aériens que j'ai compris sans hésiter : ils sont amoureux. Ces deux-là vont partager une vie longue et heureuse. Et un jour, ils mourront ensemble. ■

(De l'ukrainien)



Youri Andrukhovitch, écrivain et essayiste, est né en 1960 à Ivano-Frankivsk (anciennement Stanislav), une ville de 260 000 habitants dans l'ouest de l'Ukraine. Il a étudié le journalisme à Lviv et la littérature à Moscou. Son premier recueil de poèmes est paru en 1985. Youri Andrukhovitch a publié plusieurs romans, dont *Rekreacij* (1992), *Moskoviada* (1993) et *Perverzija* (1996) qui ont fait de lui l'un des principaux auteurs ukrainiens. Ces livres ont été traduits notamment en anglais et en allemand, mais pas en français. En revanche, les éditions Noir sur blanc ont publié en 2004 *Mon Europe*, un livre écrit en collaboration avec l'écrivain polonais Andrzej Stasiuk. En mars dernier, le Salon du livre de Leipzig a attribué à Youri Andrukhovitch le Prix de l'entente européenne 2006.



Le cinéma péruvien sort du purgatoire

Les bonnes vieilles bobines appartiendront bientôt au passé. Paradoxalement, cette évolution fait naître l'espoir de nouveaux succès cinématographiques. L'essor de l'image numérique suscite un élan créateur dans des régions où l'on n'avait jusqu'ici pas les moyens de produire des films. De Gabriela Neuhaus.

CULTURE



Dans le monde entier, la production cinématographique est largement dominée aujourd'hui par des films à visée commerciale et des thèmes populaires. En Suisse également, les pouvoirs publics se mettent à subventionner principalement des films légers et promis au succès financier. Pendant ce temps, le réalisateur Stefan Kaspar retrouve un certain espoir quant à l'avenir du cinéma engagé au Pérou. S'il entrevoit «la lumière au bout d'un long tunnel», comme il le dit, c'est que l'avènement de la technologie numérique offre la possibilité de tourner des films à moindre coût. Selon sa vision des choses, les réalisateurs et les distributeurs de

films dans les pays en développement pourront désormais s'affranchir de l'infrastructure lourde et coûteuse de l'industrie cinématographique. Un film touche l'être humain au plus profond, il éveille des émotions. De ce fait, il constitue un vecteur idéal d'éducation et de développement. Tel est le credo de ce Biennois installé depuis près de trente ans au Pérou, où il a régulièrement tenté de tourner et de promouvoir des films qui répondent à ce besoin.

La longue marche vers le public

«Il faudrait de bons films pour aiguïser le regard que l'on porte sur sa propre réalité, pour gagner en assurance et construire une

identité culturelle», explique le cinéaste.

Malheureusement, l'Amérique latine en produit peu, et encore moins ces dernières années. Les raisons sont essentiellement d'ordre économique : la réalisation d'un film par les moyens traditionnels coûte cher, de sorte que les pays pauvres d'Amérique latine n'ont jamais pu se doter d'une véritable industrie cinématographique. De plus, la production mondiale de films, comme leur distribution, sont de plus en plus centralisées depuis quelques années. À l'époque où Stefan Kaspar a tourné et diffusé son premier film, dans les années 80, on comptait au Pérou quelque 250 cinémas répartis dans tout le

pays. Aujourd'hui, il reste 34 cinémas multiplex, dont 31 dans la capitale Lima. Toutes ces salles sont associées à un supermarché. Elles vendent 95 pour cent de leurs billets pour des films américains, à des prix inabordables pour la majorité de la population. Malgré les obstacles et le manque de moyens, il y a toujours des productions latino-américaines qui parviennent à se frayer un chemin sur le marché international. C'est le cas du film péruvien *Días de Santiago* : il raconte l'histoire d'un jeune homme qui revient chez lui, à Lima, après trois ans de service militaire. De nombreux festivals ont fait un excellent accueil à cette œuvre socialement engagée, qui a obtenu notamment en



Scènes du film *Compadre*, de Mikael Wiström, Suède/Pérou, 2005

2004 le Regard d'Or du 18^e Festival international de films de Fribourg. Trigon Film a fait en sorte que les spectateurs suisses puissent voir l'histoire de l'ancien soldat Santiago. Avec l'appui de la DDC, cette association encourage la diffusion en Suisse de films du Sud et de l'Est. Ceux-ci sont également soutenus dans d'autres pays d'Europe. De ce fait, la production du Sud est saluée dans les pays riches par un public restreint et plutôt intellectuel. En revanche, les gens dont elle parle n'ont pratiquement jamais l'occasion de la voir. C'est pourtant au public des pays pauvres que ces films sont destinés en premier lieu. Mais cela est en train de chan-

ger: les cinéastes du Grupo Chaski, dont Stefan Kaspar est membre fondateur, ont démarré il y a deux ans un projet dont le but est de promouvoir les «microcinémas» au Pérou. Enregistrée sur DVD, l'histoire de Santiago peut ainsi aller à la rencontre de son public (voir en marge, page 32).

Les microcinémas intéressent d'autres pays

Pour projeter des films gravés sur DVD, au lieu de copies sur pellicule, les salles de cinéma doivent disposer d'une infrastructure adaptée en conséquence. Cette mutation, relativement récente, est encore très timide en Europe. Dans le contexte péruvien, le remplace-

ment des onéreuses bobines semble plus facile à réaliser: «Nous étions dans un désert cinématographique. La technologie numérique nous a offert l'occasion de démarrer à zéro. Après 25 ans de purgatoire, nous pouvions réinventer le cinéma», résume Stefan Kaspar pour décrire la situation qui règne dans sa patrie d'adoption. Alors qu'au début le Grupo Chaski mettait à disposition l'infrastructure nécessaire pour les projections, le projet encourage maintenant les initiatives locales. Le but est d'amener des communes, des collectivités ou de petits entrepreneurs à investir eux-mêmes dans l'aménagement d'une salle de cinéma. Il faut compter entre 3000 et 5000

dollars pour l'achat d'un lecteur de DVD, d'un projecteur et de haut-parleurs. Selon Stefan Kaspar, c'est le capital de départ normal pour une petite entreprise. Au cours de l'année passée, Chaski a enregistré une série de films sur DVD. Il loue aux exploitants de microcinémas des coffrets contenant un court métrage, un film de fiction, un documentaire et un programme pour les enfants. Le journal *Nuestro Cine* diffuse les informations de Chaski sur les films, les réalisateurs et les microcinémas. On forme des promoteurs afin d'assurer que ce projet soit une réussite pour tous – exploitants de salles, distributeurs, réalisateurs et spectateurs.



Scènes du film *Días de Santiago*, de Josué Méndez, Pérou, 2004

Née des contraintes locales, cette idée a suscité l'intérêt d'autres pays. Stefan Kaspar, directeur du projet, a présenté en automne 2005 le modèle des microcinémas péruviens au Digimart de Montréal, un forum d'innovations consacré aux échanges d'images numériques. Il est probable que la projection de films numérisés se développera plus vite et plus facilement dans le Sud que sur les marchés du Nord, où les cinéastes et les distributeurs indépendants semblent avoir de la peine à imposer leurs propres critères face à l'industrie du cinéma. «Nous sommes devenus malgré nous les pionniers de la communication numérique», constate le réalisateur. «Les nouvelles technologies

créent une nouvelle manière d'utiliser ce moyen d'expression». Au Pérou comme dans d'autres pays, le travail de découverte ne fait que commencer.

Réseau continental

Pendant que les six premiers coffrets de films sur DVD circulent au Pérou, le Grupo Chaski recherche des fonds qui devraient lui permettre de lancer le projet de microcinémas à l'échelle de toute l'Amérique latine. Huit nouveaux coffrets doivent être confectionnés cette année. Ils comprendront pour la première fois des versions en quechua et en aymara pour la population indigène. Le ministre brésilien de la culture Gilberto Gil a donné un coup d'envoi fracas-

sant à l'ère du cinéma numérique en débloquent un premier crédit pour l'aménagement de 20 microcinémas. Et Félix Zurita, un autre cinéaste suisse émigré, est en train de développer cette formule au Nicaragua. Stefan Kaspar évoque déjà un réseau de «cinéma latino pour les populations d'Amérique latine». Sur ce continent marginal pour les intérêts économiques et la politique de prestige de la grande industrie du film, le cinéma engagé aura peut-être plus de chances de s'épanouir qu'ailleurs. ■

(De l'allemand)

Cinéma et vie

Avec le soutien de la DDC, le Grupo Chaski a mis sur pied le projet pilote «Cine y Vida» (cinéma et vie) pour la présentation de films DVD dans différentes régions du Pérou. Une vingtaine de documentaires et de longs métrages, péruviens et suisses, ont déjà été projetés dans 25 localités de la côte Pacifique, des Andes et de la forêt amazonienne. Ces premières projections ont permis aux promoteurs de microcinémas d'atteindre plus de 6000 spectateurs qui n'avaient plus – ou n'avaient jamais eu – la possibilité d'aller au cinéma. www.grupochaski.org



Une voix magnifique

(er) Le premier CD de Cheikh Lô avait été produit par Youssou N'Dour qui s'enthousiasmait alors : « Dans sa voix, je retrouve quelque chose d'un voyage à travers le Burkina Faso, le Mali, le Niger. » À l'âge de 50 ans, après une pause de cinq ans, le chanteur, percussionniste et guitariste sénégalais enchante maintenant ses fans du monde entier avec un troisième album. Il fascine l'auditeur par la souplesse de son style soul aux résonances funk, les motifs déclamatoires du tambour et les envolées de batterie de l'orchestre Ilê Aiyê, de Bahia, le premier *bloco afro* du Brésil, avec ses 40 musiciens et avec son chœur à faire danser les morts. La voix splendide de Lô, chaleureuse et ensoleillée avec sa rugosité légèrement fiévreuse, semble venir du plus profond de sa gorge ou, mieux, de son âme. En wolof, Cheikh Lô s'élève contre la guerre et la pauvreté, se fait le chantre de l'amour. Membre des Baye Fall, une branche de la confrérie islamique des Mourides, il célèbre dans sa chanson-titre le fondateur de cette communauté, Cheikh Ibrahima Fall, alias Lamp Fall.

Cheikh Lô : « Lamp Fall » (World Circuit - Indigo/RecRec)

Le cinéma chantant de l'Inde

(er) Bollywood – mot-valise associant la ville de Bombay et Hollywood – constitue le symbole de l'énorme fabrique de rêves et de kitsch qu'est devenue la foisonnante industrie cinéma-

tographique indienne. Ses épopées filmées font l'objet de véritables cultes. La magie Bollywoodienne doit beaucoup aux chansons pré-enregistrées par des stars telles que Geeta Dutt, Asha Bhosie ou Lata Mangeshkar, qui jouissent d'une vénération égale à celle des acteurs.

Concoctée avec amour, une anthologie de deux CD réunissant 23 bandes-son de 1949 à 2001 apporte un témoignage chatoyant de ce « cinéma chantant » de l'Inde. On s'habitue assez vite à l'exotisme étrange de chants souvent orchestrés avec beaucoup d'opulence, soulignés par les sons contrastés du sitar et du tabla, avec des voix hautes et nasales. Et nos oreilles se laissent charmer par cette profusion sonore et rythmique dans laquelle on trouve même des éléments de rock and roll et de swing à la Benny Goodman.

Various : « Bollywood – An Anthology of Songs from Popular Indian Cinema » (Silva Screen Records/Phonag)

Rafales de critique sociale

(er) Il y a cinq ans, Damian Marley a reçu le Grammy du meilleur album de reggae. Plus récemment, son *Welcome To Jamrock* a fait de lui une star aux États-Unis. Jamais encore un CD rasta n'avait démarré de manière aussi fulgurante. Diffusé préalablement, l'un de ses titres, qui présente un tableau impietoyable de la misère sociale en Jamaïque, a fait beaucoup de bruit durant des mois. À 28 ans,



le fils cadet du pape du reggae Bob Marley, lequel aurait fêté son soixantième anniversaire l'an dernier, répond à toutes les attentes que l'on pouvait mettre en lui. À l'exception d'une ballade d'amour baignée de spiritualité, ses textes sont autant de critiques sociales tranchantes, que ses riddims soient emphatiques, haletants ou mélodieux, qu'ils prennent des formes roots, ragga, dancehall ou hip-hop. Avec une aisance somnambulique, « Junior » se promène à travers les styles, accompagné par des invités de marque et avec l'appui de son demi-frère Stephen dans le rôle du producteur. Il n'y a pas besoin d'être un fan de reggae pour avoir la chair de poule en écoutant « Road to Zion », un morceau réalisé avec l'icône du hip-hop Nas et qui reprend la voix d'Ella Fitzgerald. *Damian « Junior Gong » Marley : « Welcome To Jamrock » (Tuff Gong/Universal)*

Soutien à des projets éducatifs

(bf) La Fondation Éducation et Développement – cofinancée par la DDC – peut appuyer financièrement des projets éducatifs d'écoles suisses dans le domaine Nord-Sud et contre le racisme. Les projets Nord-Sud mettent en lumière les interactions mondiales et font mieux comprendre les principes de la justice sociale, tandis que ceux qui traitent du racisme abordent les discriminations basées sur l'origine, les idées ou la religion. Le site www.projetscontreleracisme.ch décrit des projets déjà réalisés. Il fournit également des conseils concrets pour la mise en œuvre, des propositions commentées de matériel pédagogique, des adresses et des liens utiles. Les bénéficiaires sont les écoles et les organisations qui les soutiennent dans le déroulement des projets. Les demandes de

Service

Écoles et matériel didactique

soutien doivent être envoyées à l'adresse suivante : Stiftung Bildung und Entwicklung, Zentralsekretariat, Monbijoustrasse 31, 3011 Berne.

Le prochain délai est fixé au 15 septembre. Un dossier comprenant la liste des critères, un questionnaire et des informations détaillées peut être obtenu à la même adresse ou téléchargé depuis le site www.globaleducation.ch.

Les jeunes et la coopération

(bf) Le Centre d'information, de conseil et de formation pour les professions de la coopération internationale (cinfo) s'adresse plus particulièrement aux adolescents dans sa nouvelle brochure

Coopération internationale: Jeunesse – sensibilisation, action. Les jeunes lecteurs y trouveront une quantité d'informations détaillées et toute une série de propositions concrètes, qui vont de l'engagement dans le domaine social aux camps de travail, en passant par les rencontres et les échanges interculturels. Ce dossier d'information, inédit en Suisse, offre un tour d'horizon complet aux jeunes qui souhaitent un jour s'engager – professionnellement ou non, en Suisse ou à l'étranger – dans la coopération internationale. On peut le télécharger gratuitement sur le site www.cinfo.ch, à la rubrique Publications, en format pdf.

Photos sans frontières

(bf) À l'occasion de son quinzième anniversaire, la section suisse de Reporters sans frontières (RSF) a publié en 2005 un album réunissant des clichés réalisés par 20 photographes romands, alémaniques et tessinois autour du thème de la liberté.

Outre des grands noms comme Anne-Marie Grobet, Luc Chessex, René Burri ou Michael von Graffenried, on y trouve des œuvres de photo-



graphes qu'ont pu apprécier les lecteurs d'*Un seul monde*, notamment Olivia Heussler, Thomas Kern ou Didier Ruef. Ces images marquantes montrent les visages multiples et surprenants de la liberté : deux garçons d'Alger qui jouent « au gendarme et au terroriste », la présentatrice des nouvelles rwandaises à Radio Agatashya au Zaïre, ou une vieille Tsigane qui s'apprête à déposer, pour la première fois de sa vie, un bulletin dans l'urne. Les photographes ont cédé leurs droits d'auteurs à RSF, afin de soutenir dans sa lutte cette organisation de défense des droits de l'homme. *Reporters sans frontières: «Liberté, Freiheit, Libertà. Photographes suisses pour la liberté de la presse», en vente dans les kiosques et les librairies de toute la Suisse, ou sur www.rsf.ch*

Grand écart insulaire

(bf) Une fois de plus, l'Uruguayen Daniel Chavarría prouve qu'il n'a peur de rien. Son livre *La Sixième île* se déroule sur trois siècles et dans d'innombrables lieux différents : New York, les Caraïbes, le Chili, la Colombie, le Sri Lanka, Singapour, l'Angleterre ou encore le Maroc. L'ensemble forme un incroyable mélange, tout à la fois fresque historique, roman d'espionnage économique, confession, roman d'amour et histoire de pirates. C'est l'histoire d'un orphelin

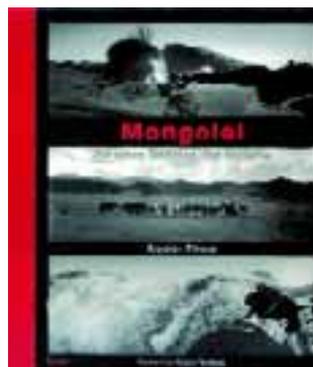
uruguayen élevé chez les Jésuites, qui raconte à un confident aîné ce qui lui est arrivé au cours des 20 dernières années. C'est aussi l'histoire de Lou Capote, bras droit du PDG de la multinationale ITT, chargé de détourner l'invention d'un nouveau type de laser. Pour confectionner ce roman picaresque, plein d'humour et de surprises, Daniel Chavarría a exploité sa connaissance approfondie de l'histoire et sa biographie mouvementée :

il a été notamment guide touristique à Madrid, mineur à Essen, logisticien d'une guérilla colombienne, ainsi que professeur de grec et de latin à Cuba.

Daniel Chavarría: «La Sixième île», Éditions Rivages, 2004

Les descendants de Gengis Khan

(bf) La République de Mongolie commémore cette année le 800^e anniversaire de la fondation de l'Empire mongol. Après avoir soumis en 1206 les tribus turco-mongoles, Gengis Khan a placé sous son autorité la majeure partie de l'Asie centrale et le nord de la Chine. Aujourd'hui, la Mongolie se trouve confrontée à de sérieux bouleversements et à un avenir difficile. Dans son album de photographies *Mongolie, l'esprit du vent*, Sophie Zénon a saisi au format panoramique la vie quotidienne des habitants, leurs relations avec la nature, leurs traditions, ainsi que les changements sociaux, culturels



et politiques. Cette ethnologue et photographe française parcourt la Mongolie depuis huit ans. Elle a passé plusieurs mois dans une famille de nomades qui vivent de l'élevage. Ses photos très personnelles mettent admirablement en lumière les contrastes saisissants de ce vaste pays.

Sophie Zénon: «Mongolie, l'esprit du vent», Éditions Bleu de Chine, Paris, 2005

Double héritage

(bf) Alice Bienaimé est la fille choyée d'une famille bourgeoise de Haïti. Depuis la libération des esclaves en 1804, ses aïeux ont gravi l'échelle sociale, en gardant pour modèles la culture et le Dieu des Blancs. Alice a six ans lorsque les Haïtiens fêtent en 1934 le départ des troupes américaines et que son père la porte sur ses épaules à travers la foule en liesse. Elle en a 18 quand les étudiants appellent à la grève générale et que le président Lescot est renversé. Et juste après avoir fêté son vingtième anniversaire, elle quitte l'île pour aller étudier à New York. La romancière haïtienne Yanick Lahens sonde le conflit – omniprésent dans sa patrie – entre les héritages culturels africain et français. Elle construit en même temps une métaphore de la situation qui règne actuellement à Haïti. Son premier roman restitue avec détachement un climat oppressant.

Yanick Lahens: «Dans la maison du père», Éditions Le Serpent à Plumes, Paris, 2000

Attirer le travail qualifié

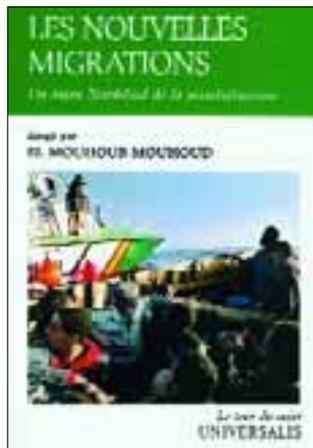
(jls) Dans les années 90, les pays industrialisés ont cru pouvoir freiner l'immigration par la libéralisation des échanges. Cette hypothèse ne s'est pas vérifiée. Confrontés au vieillissement de la population et à un besoin croissant de main-d'œuvre qua-

lifiée, ces pays s'orientent maintenant vers des politiques d'immigration sélectives. Dans un ouvrage collectif dirigé par El Mouhoub Mouhoud, professeur d'économie à l'Université Paris-13, des experts français analysent les migrations et les politiques qui les accompagnent. Paradoxalement, c'est en envoyant au Nord leurs migrants les plus qualifiés que les pays pauvres participent à la mondialisation. Les transferts de fonds des travailleurs émigrés constituent une source de financement importante pour les économies des pays en développement, souvent marginalisés dans le commerce mondial. Entre la fermeture totale des frontières et une immigration exclusivement axée sur les besoins des pays d'accueil, d'autres voies doivent être explorées.

«*Les nouvelles migrations – Un enjeu Nord-Sud de la mondialisation*», sous la direction de El Mouhoub Mouhoud, Éditions Universalis, collection «*Le tour du sujet*», 2005

Les autres mondes

(bf) Identité culturelle, cohabitation interculturelle, mondialisation... Notre société se reflète dans les livres destinés aux enfants et aux adolescents. Le fonds Baobab pour la littérature enfantine, à Bâle, a sélectionné des livres, du matériel didactique et des livres audio diffusés dans l'espace germanophone sur ces thèmes. Sous le titre *Fremde Welten*, il a publié en 2005 un



catalogue actualisé et remanié. Les quelque 200 titres choisis plongent les jeunes dans des mondes inconnus, ils leur ouvrent des horizons et montrent qu'il est possible de coexister pacifiquement. Ce catalogue est un outil indispensable pour les enseignants, les bibliothécaires, les parents et autres personnes concernées. Pour chaque titre, il propose un commentaire, des recommandations relatives à l'âge et toutes les données bibliographiques nécessaires. Sur son site Internet, le fonds Baobab expose les critères sur lesquels il se base pour évaluer la qualité des publications.

«*Fremde Welten*», publié par le fonds Baobab pour la littérature enfantine, Laufenstrasse 16, 4018 Bâle; info@baobabbooks.ch, www.baobabbooks.ch

Les ratés de la reconstruction

(jls) Après le tsunami de décembre 2004, les dons privés et publics ont atteint environ 11

milliards de dollars. Richard Werly, journaliste au quotidien *Le Temps*, a observé l'action des acteurs humanitaires chargés de gérer ces sommes colossales. Dans un livre paru un an après la catastrophe, il raconte leurs réussites mais aussi leurs erreurs et leurs frustrations. Dans bien des cas, l'aide ne correspond pas aux besoins prioritaires de la population. La reconstruction n'est pas à la hauteur de l'extraordinaire élan de générosité qui a déferlé sur l'océan Indien. D'innombrables familles sont encore parquées dans des camps provisoires et dépendent de l'aide alimentaire internationale. Des milliards de dollars dorment sur des comptes bancaires, alors que ces rescapés auraient besoin d'un peu d'argent pour recommencer à vivre. Pourquoi n'a-t-on pas mis en place des systèmes d'aide financière directe à grande échelle? L'auteur sou-



ligne le succès du programme suisse «*Cash pour familles d'accueil*», qui a permis de diminuer le nombre de personnes entassées dans les camps au Sri Lanka. Mais c'est un exemple isolé, déplore-t-il.

Richard Werly: «*Tsunami, la vérité humanitaire*», Éditions du Jubilé, Paris, 2005

Des spécialistes du DFAE viennent à vous

Divers Souhaitez-vous obtenir des informations de première main sur des thèmes de politique étrangère? Des spécialistes du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) sont à disposition des écoles, des associations et des institutions pour organiser des exposés et des discussions sur de nombreux thèmes de politique étrangère. Le service de conférences est gratuit. Toutefois, 30 personnes au moins doivent participer à la manifestation et l'offre du service de conférences n'est valable que pour des manifestations organisées en Suisse.

Pour de plus amples renseignements, veuillez vous adresser au Service de conférences du DFAE, Service d'information, Palais fédéral ouest, 3003 Berne.

Tél. 031 322 31 53 ou 031 322 35 80, fax 031 324 90 47/48, info@eda.admin.ch

Impressum

«*Un seul monde*» paraît quatre fois par année, en français, en allemand et en italien.

Éditeur :

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

Comité de rédaction :

Harry Sivec (responsable)
Catherine Vuiffroy (coordination globale) (vuc)
Barbara Affolter (abb)
Joachim Ahrens (ahj)
Thomas Jenatsch (jtm)

Jean-Philippe Jutzi (juj)
Antonella Simonetti (sia)
Andreas Stauffer (stx)
Beat Felber (bf)

Rédaction :

Beat Felber (bf-production)
Gabriela Neuhaus (gn) Maria Roselli (mr)
Jane-Lise Schneeberger (jls) Ernst Rieben (er)

Graphisme : Laurent Cocchi, Lausanne

Photolitho : Mermod SA, Lausanne

Impression : Vogt-Schild Druck AG, Derendingen

Reproduction :

Les articles peuvent être reproduits, avec mention de la source, à condition que la rédaction ait donné son accord. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

Abonnements :

Le magazine peut être obtenu gratuitement (en Suisse seulement) auprès de : DDC, Médias et communication, 3003 Berne, Tél. 031 322 44 12 Fax 031 324 13 48 E-mail: info@deza.admin.ch www.ddc.admin.ch

860148187

Imprimé sur papier blanchi sans chlore pour protéger l'environnement

Tirage total : 57 500

Couverture : Guerre civile au Congo, Holland. Hoogte / laif

ISSN 1661-1675

Dans le prochain numéro :

Les partenariats de développement: il existe de nombreux types de partenariat, chacun étant approprié à un contexte particulier. La coopération établit de telles alliances tant au niveau local qu'international. Notre dossier montre l'intérêt de cette approche, son fonctionnement et les tensions qui peuvent être liées à sa mise en œuvre.



Reebok / laif